

2023

Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique

- Soutenues par un rebond des bénéfices d'exploitation, les perspectives de croissance du marché africain restent favorables.

L'amélioration de l'environnement des investissements et l'augmentation du taux d'approvisionnement local font partie des défis à relever -

Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

Département de la recherche et de l'analyse

21 décembre 2023

Sommaire

Conclusions principales de l'étude.....	2
Caractéristiques de l'étude et profil des entreprises ayant répondu.....	3
I. Prévisions de résultat d'exploitation	5
II. Perspectives d'évolution de l'activité.....	12
III. Environnement de l'emploi.....	19
IV. Environnement de l'investissement.....	23
V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays.....	42
VI. Annexes.....	48

Conclusions principales de l'étude

Soutenues par un rebond des bénéfices d'exploitation, les perspectives de croissance du marché africain restent favorables.

– L'amélioration de l'environnement des investissements et l'augmentation du taux d'approvisionnement local font partie des défis à relever –

I. Prévisions de résultat d'exploitation

En 2023, 58,4 % des entreprises ont répondu qu'elles prévoyaient un résultat d'exploitation excédentaire, ce qui constitue le chiffre le plus élevé depuis 4 ans. Les entreprises implantées en Afrique du Sud et en Egypte ont des résultats particulièrement positifs. Pour 2024, un grand nombre d'entreprises situées au Maroc et au Ghana s'attendent à une hausse de leur bénéfice d'exploitation. En plus de l'augmentation de la demande locale, cette embellie résulte des efforts des entreprises, comme le renforcement de leur force de vente.

II. Perspectives d'évolution de l'activité

Avec une demande qui devrait augmenter, y compris à l'export, un peu plus de la moitié des entreprises a répondu prévoir une hausse de leur activité pour les 1 à 2 prochaines années. On constate des efforts visant à capter la demande, tels que le renforcement de la force de vente, le développement de nouvelles solutions, l'expansion des services proposés, etc. Le taux d'approvisionnement local ne dépasse pas 37,2 %, ce qui est inférieur au taux moyen enregistré en Asie.

III. Environnement de l'emploi

Un peu plus de 40 % des entreprises ont répondu rencontrer des difficultés de recrutement, un chiffre de 10 points inférieur à la moyenne mondiale. Le Kenya est un des pays avec le plus fort pourcentage d'entreprises indiquant une amélioration de l'environnement de l'emploi au cours de l'année écoulée.

IV. Environnement de l'investissement

Concernant l'environnement des investissements, la proportion d'entreprises ne constatant pas d'amélioration est en hausse par rapport à l'étude précédente. Au Kenya, en Égypte, au Nigeria, au Ghana et au Mozambique, qui font face à une grave pénurie de devises étrangères, il existe de nombreux défis sur le plan de la fiscalité, des finances et du change. L'intérêt pour l'utilisation d'accords de libre-échange ou d'unions douanières a diminué.

V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays

Dans un contexte d'expansion de la population, près de la moitié des entreprises interrogées ont déclaré que le marché de consommation recèle des opportunités à saisir. Dans la catégorie des nouvelles industries, la réponse « véhicules électriques » a connu une diminution nette, tandis que « l'agriculture intelligente » suscite des attentes très élevées.

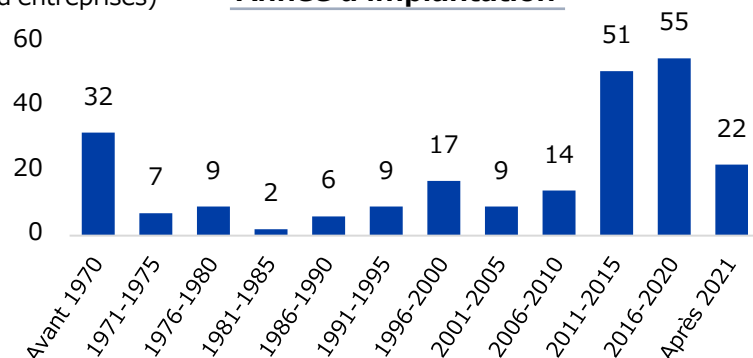
Caractéristiques de l'étude et profil des entreprises ayant répondu

Synthèse de l'étude

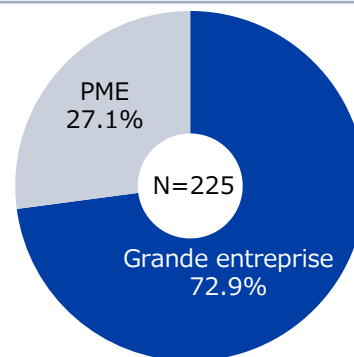
Période	Du 4 au 27 septembre 2023
Proportion de réponses valides	82,2 %
Nombre d'entreprises ayant répondu	235 entreprises situées dans 20 pays (cf note ci-dessous) Nombre d'entreprises approchées : 286 entreprises (21 pays) ; détails indiqués ci-dessous
Cibles de l'étude	Entreprises japonaises en Afrique (cf note) En principe : filiales locales avec un ratio d'investissements de 10 % ou plus du côté japonais, succursales d'entreprises japonaises et bureaux de représentation.

(Nb d'entreprises)

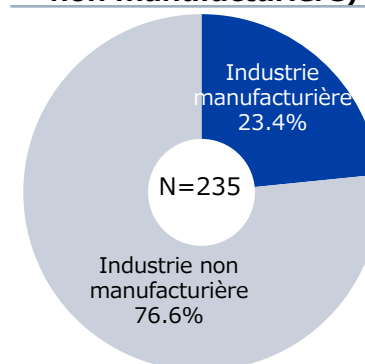
Année d'implantation



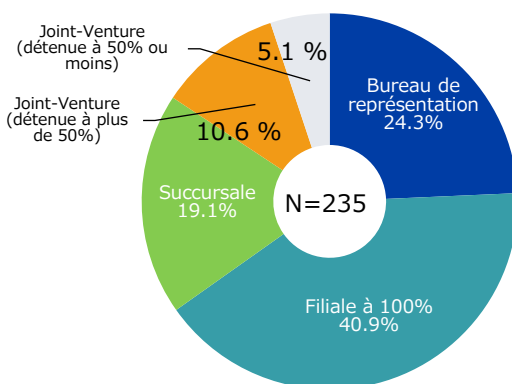
Catégorie à laquelle appartient la société mère au Japon



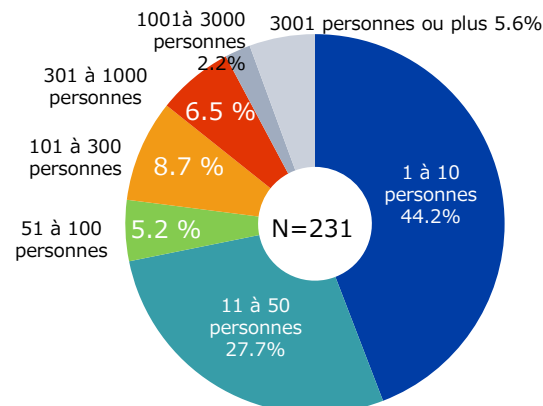
Secteur (industrie manufacturière / industrie non manufacturière)



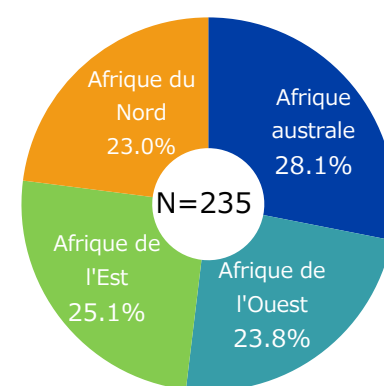
Format d'implantation



Nombre d'employés



Répartition géographique



(Note) Pour les résultats de l'étude au niveau mondial, reportez-vous à l'« Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées à l'étranger, 2023 ».

Nombre d'entreprises ayant répondu : 235 (20 pays)

	Nombre d'entreprises approchées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont industrie manufacturière)	Ratio (%)	
Nombre total	286	235(55)	100	82.2
Afrique du Nord	67	54(15)	23	80.6
Maroc	24	18(5)	7.7	75.0
Égypte	34	29(9)	12.3	85.3
Algérie	6	6(1)	2.6	100.0
Tunisie	3	1(0)	0.4	33.3
Afrique de l'Ouest	71	56(8)	23.8	78.9
Nigéria	25	22(7)	9.4	88.0
Ghana	15	12(1)	5.1	80.0
Côte d'Ivoire	14	10(0)	4.3	71.4
Sénégal	16	12(0)	5.1	75.0
Burkina Faso	1	0(0)	0.0	0.0
Afrique de l'Est	68	55(13)	23.4	80.9
Kenya	51	43(8)	18.3	84.3
Tanzanie	5	3(1)	1.3	60.0
Éthiopie	7	5(2)	2.1	71.4
Ouganda	2	2(2)	0.9	100.0
Rwanda	3	2(0)	0.9	66.7
Afrique australe	80	70(19)	29.8	87.5
République d'Afrique du Sud	59	52(15)	22.1	88.1
Mozambique	12	9(3)	3.8	75.0
Zambie	1	1(0)	0.4	100.0
Angola	2	2(0)	0.9	100.0
Madagascar	4	4(0)	1.7	100.0
Île Maurice	1	1(0)	0.4	100.0
Eswatini	1	1(1)	0.4	100.0

(Note 1) Le ratio des réponses (%) est exprimé en pourcentage, arrondi à la deuxième décimale. Pour cette raison, la somme de certains pourcentages peut ne pas être égale à 100.

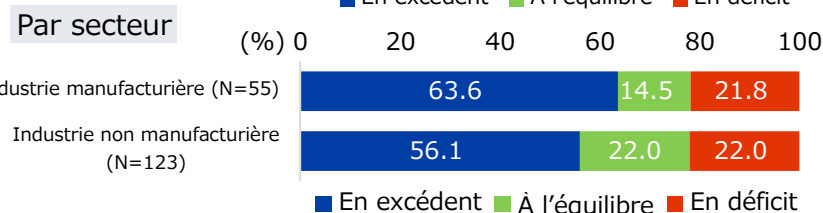
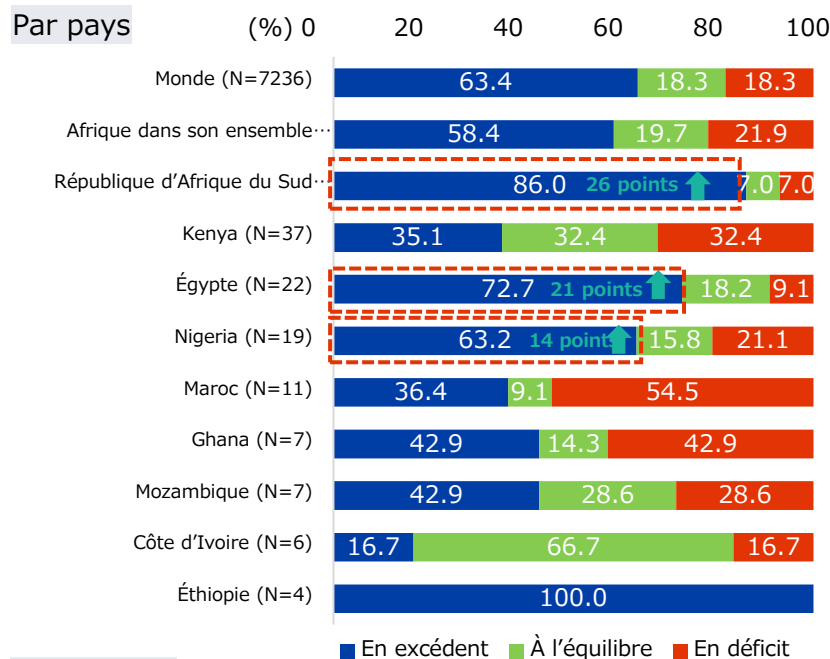
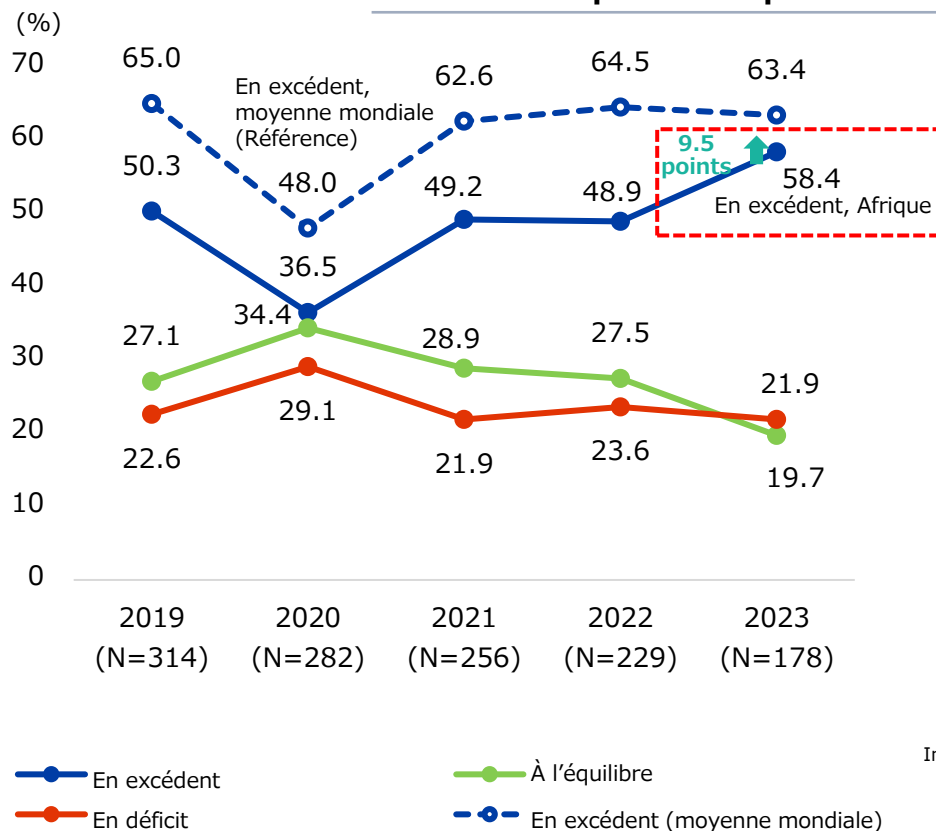
(Note 2) Le « N » dans le rapport se rapporte au nombre de réponses valides.

I. Prévisions de résultat d'exploitation

1 | Prévisions de résultat d'exploitation en 2023 (évolution globale / par pays)

- **58,4 % des entreprises prévoient un résultat excédentaire**, soit une hausse de 9,5 points par rapport à l'année précédente. **Il s'agit du taux le plus élevé depuis 2015**, mais qui reste inférieur à la moyenne mondiale (63,4 %). En ce qui concerne les entreprises annonçant un déficit, leur nombre a diminué de 1,7 point, à savoir 21,9 %. En ce qui concerne les entreprises à l'équilibre, leur nombre a diminué de 7,8 points, à savoir 19,7 %.
- Par pays, **le pourcentage d'entreprises en excédent s'élevait à 86 % en Afrique du Sud, 72,7 % Égypte et 63,2 % au Nigeria**. De nombreuses entreprises du Maroc et du Ghana ont répondu être en déficit.

Résultat d'exploitation prévu en 2023 (de janvier à décembre)



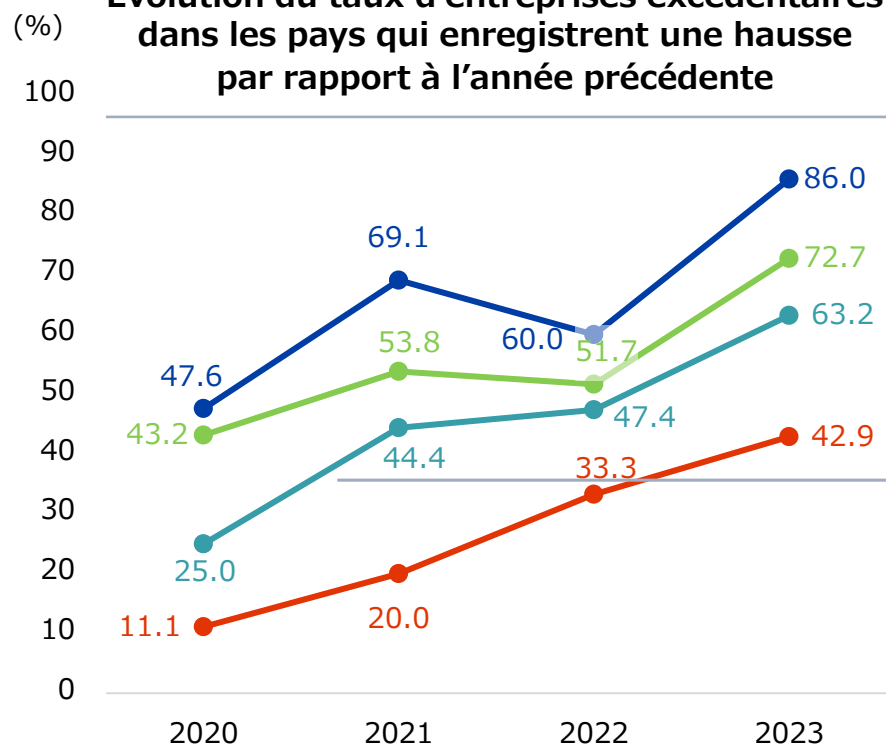
Par rapport à l'année précédente :
 ↑ Augmentation
 ↓ Diminution

(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de résultat d'exploitation en 2023 ne sont pas ciblés par les questions sur le résultat d'exploitation.

2 | Prévisions de bénéfice d'exploitation en 2023 (par pays / évolution du taux d'entreprises excédentaires)

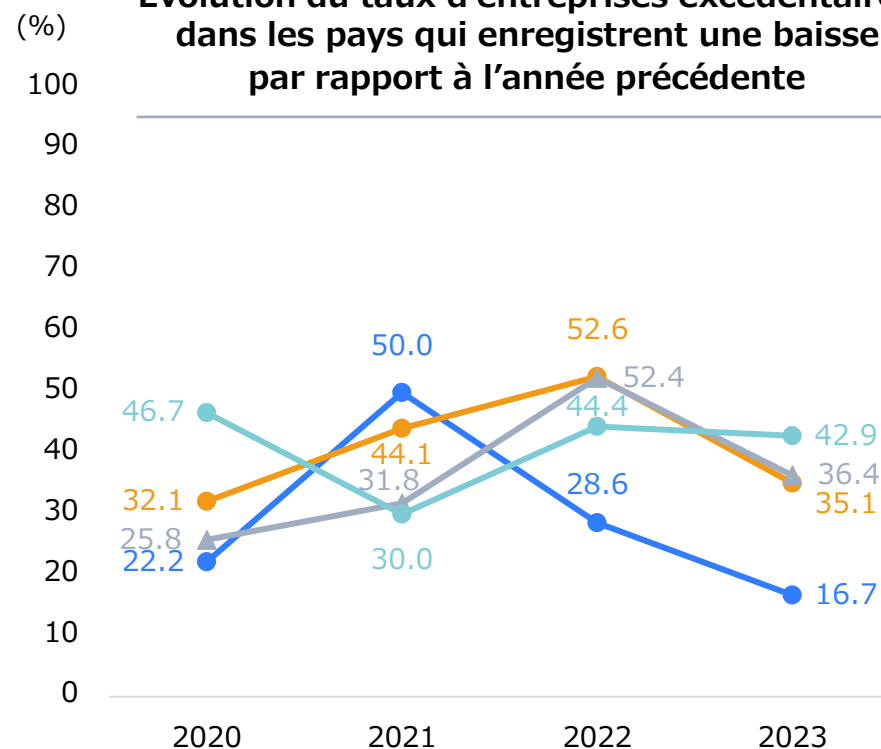
- **Au Nigeria et au Ghana, le pourcentage d'entreprises excédentaires est en hausse constante depuis 2020.** Le pourcentage en question pour l'Afrique du Sud et l'Égypte avait enregistré une diminution en 2022, mais il reprend sa progression en 2023.
- Au Mozambique, Maroc, Kenya et en Côte d'Ivoire, la proportion d'entreprises excédentaires diminue par rapport à l'année précédente.

Evolution du taux d'entreprises excédentaires dans les pays qui enregistrent une hausse par rapport à l'année précédente



● République d'Afrique du Sud ● Égypte ● Nigeria ● Ghana

Evolution du taux d'entreprises excédentaires dans les pays qui enregistrent une baisse par rapport à l'année précédente

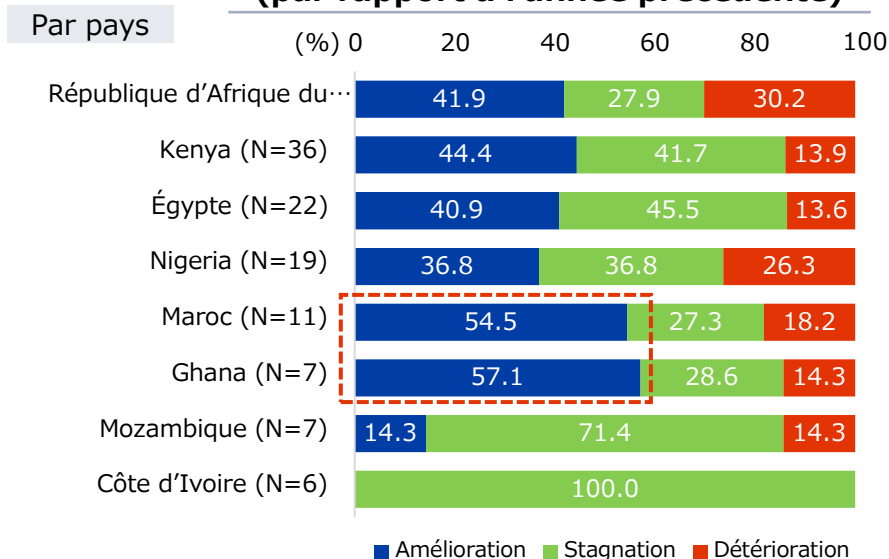


● Côte d'Ivoire ● Kenya ● Maroc ● Mozambique

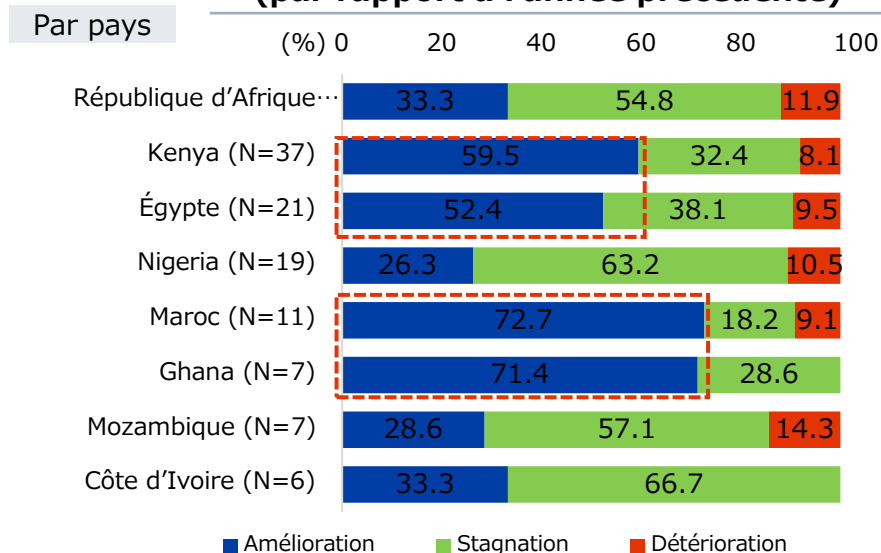
3 | Prévision de bénéfice d'exploitation pour 2023 et perspectives pour 2024 (par pays / par secteur)

- Pour 2023, plus de 50 % des entreprises implantées au Maroc et au Ghana estiment que leur bénéfice d'exploitation connaîtra une amélioration par rapport à l'année précédente. Pour 2024, **plus de 70 % des entreprises au Maroc et au Ghana et plus de 50 % des entreprises au Kenya et en Égypte** ont répondu prévoir une **amélioration de leur bénéfice d'exploitation**.
- Par secteur, 23,6 % des entreprises du secteur manufacturier ont indiqué prévoir une détérioration de leur bénéfice en 2023. Ce taux chute à 7,5 % pour 2024. Le pourcentage d'entreprises non manufacturières s'attendant à une diminution de leur bénéfice d'exploitation suit la même tendance baissière sur la période 2023-2024.

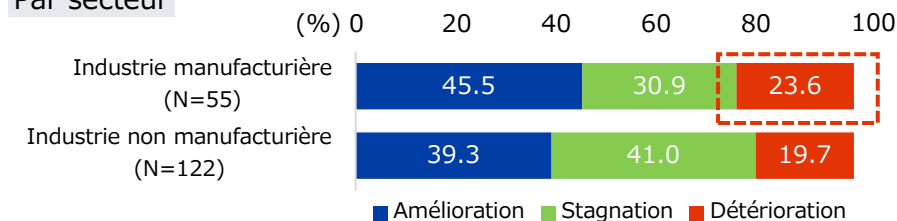
**Bénéfice d'exploitation prévu en 2023
(par rapport à l'année précédente)**



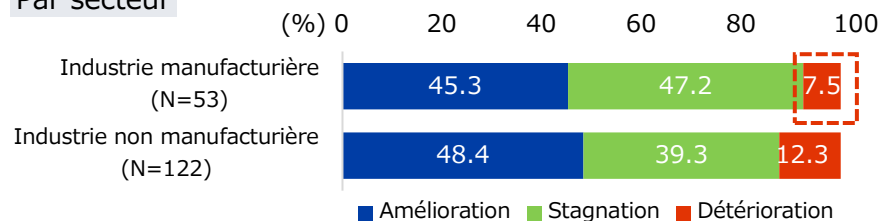
**Bénéfice d'exploitation prévu en 2024
(par rapport à l'année précédente)**



Par secteur



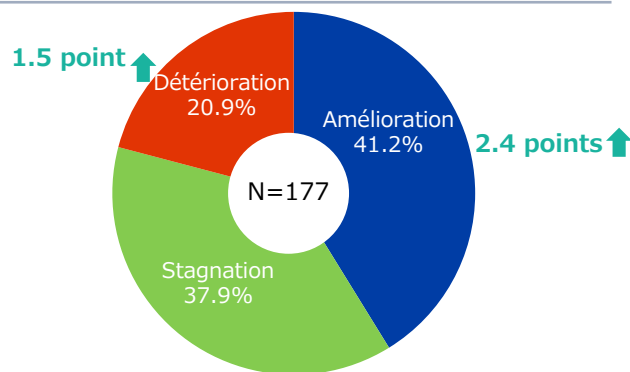
Par secteur



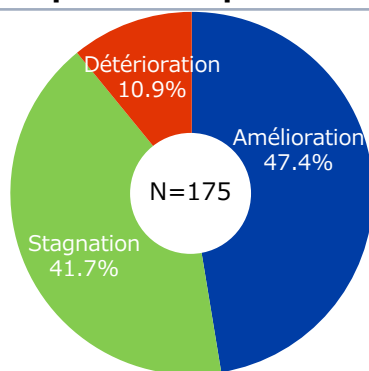
4 | Prévvision de bénéfice d'exploitation pour 2023 et perspectives pour 2024 (par rapport à l'année précédente)

- Tous pays confondus, 41,2 % des entreprises ont répondu prévoir une amélioration de leur bénéfice d'exploitation en 2023. Pour cette même année, seules 20,9 % des entreprises prévoient une baisse de leur bénéfice d'exploitation ; de fait, **environ 80 % des entreprises prévoient un bénéfice stable ou en hausse en 2023** par rapport à 2022.
- Concernant les perspectives pour 2024, 47,4 % des entreprises ont répondu s'attendre à une amélioration, et 41,7 % à une stagnation de leur bénéfice, soit un total de 90 % environ. Avec seulement 10,9 % des réponses, la prévision « détérioration » a diminué de 10 points par rapport à l'année précédente, ce qui exprime **clairement une perspective favorable pour 2024**.

Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2023 (par rapport à 2022)

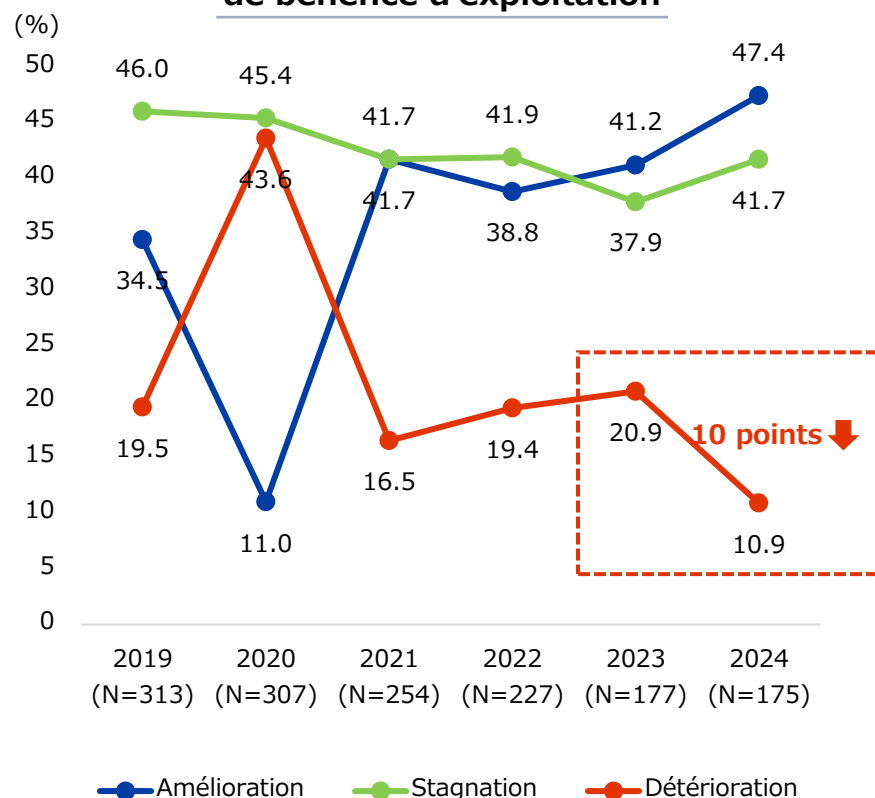


Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2024



Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

Évolution des prévisions de bénéfice d'exploitation

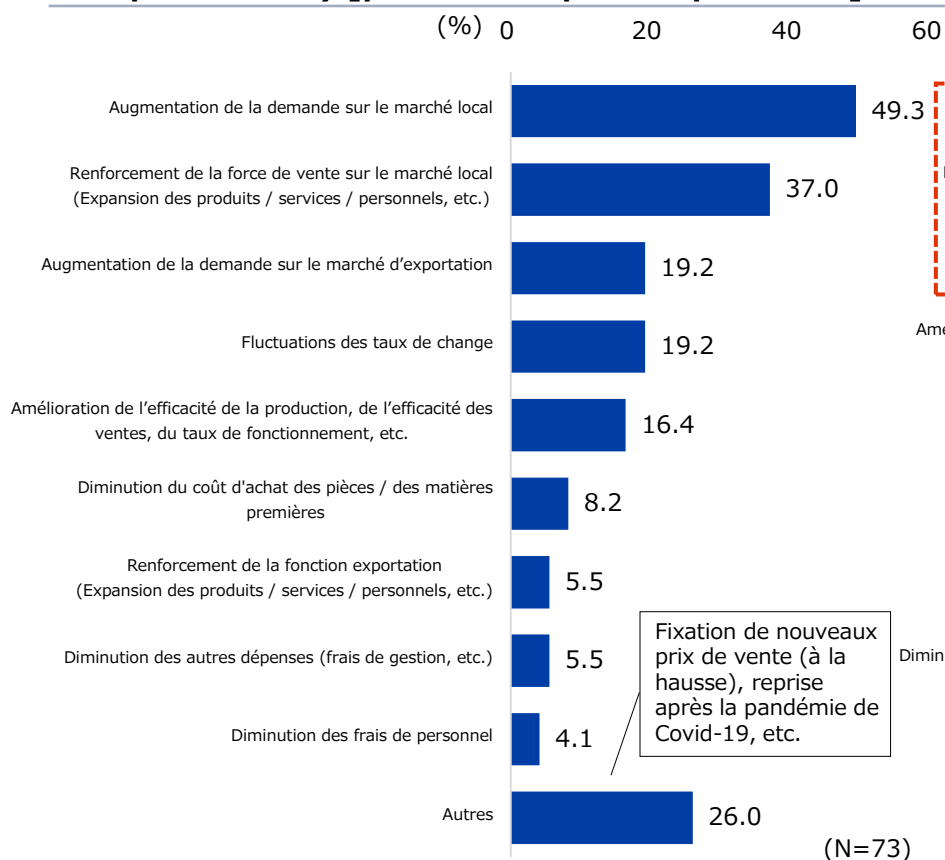


(Note) 2018-2023 : prévision ; 2024 : perspectives

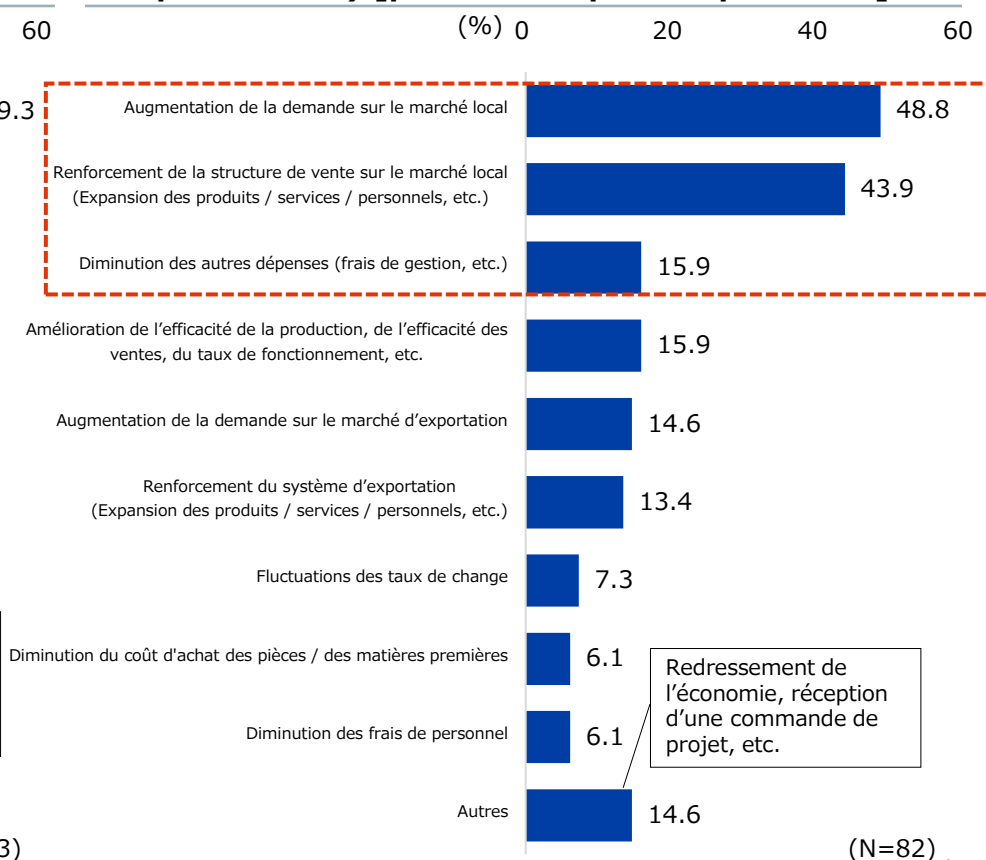
5 | Prévion de bénéfice d'exploitation pour 2023 et perspectives pour 2024 (raisons de l'amélioration)

- Les raisons qui ont permis l'amélioration du bénéfice d'exploitation en 2023 sont les mêmes que l'année précédente, à savoir l'augmentation de la demande sur le marché local pour 49,3 % des entreprises, et le renforcement de la force de vente sur le marché local pour 37 % des entreprises.
- Un grand nombre d'entreprises ont cité la « diminution des autres dépenses » comme un facteur sous-jacent de l'expansion de leur bénéfice d'exploitation en 2024.

Raisons de l'amélioration des prévisions de bénéfice d'exploitation 2023 (par rapport à l'année précédente) [plusieurs réponses possibles]



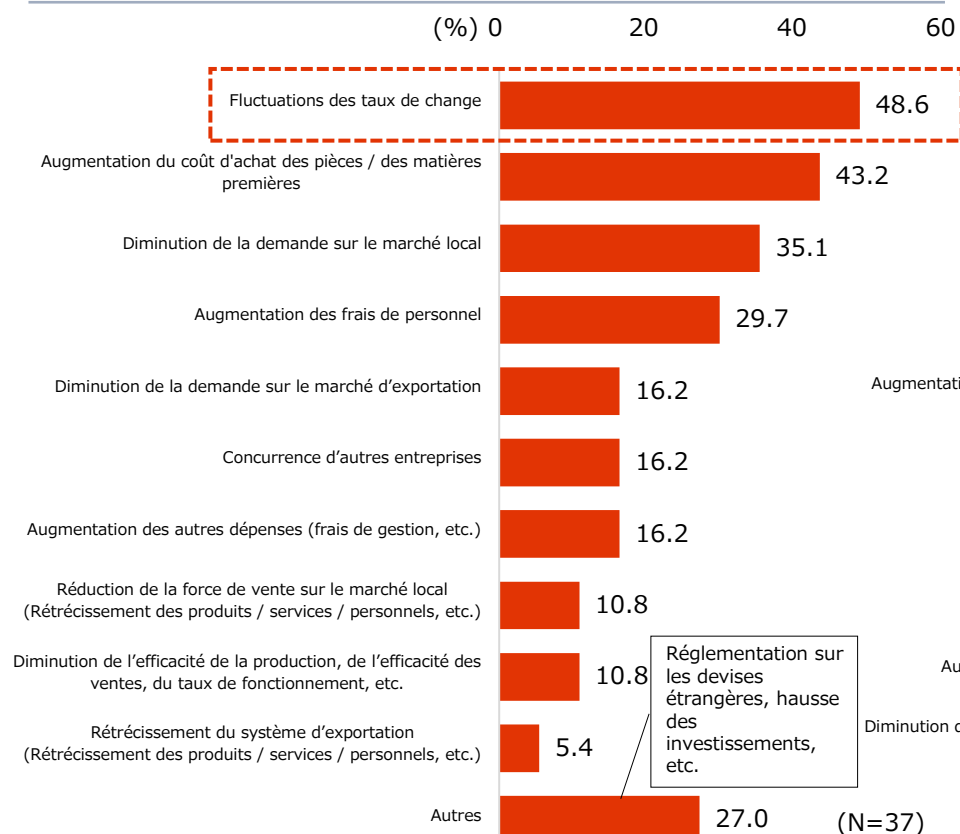
Raisons de l'amélioration des perspectives de bénéfice d'exploitation 2024 (par rapport à l'année précédente) [plusieurs réponses possibles]



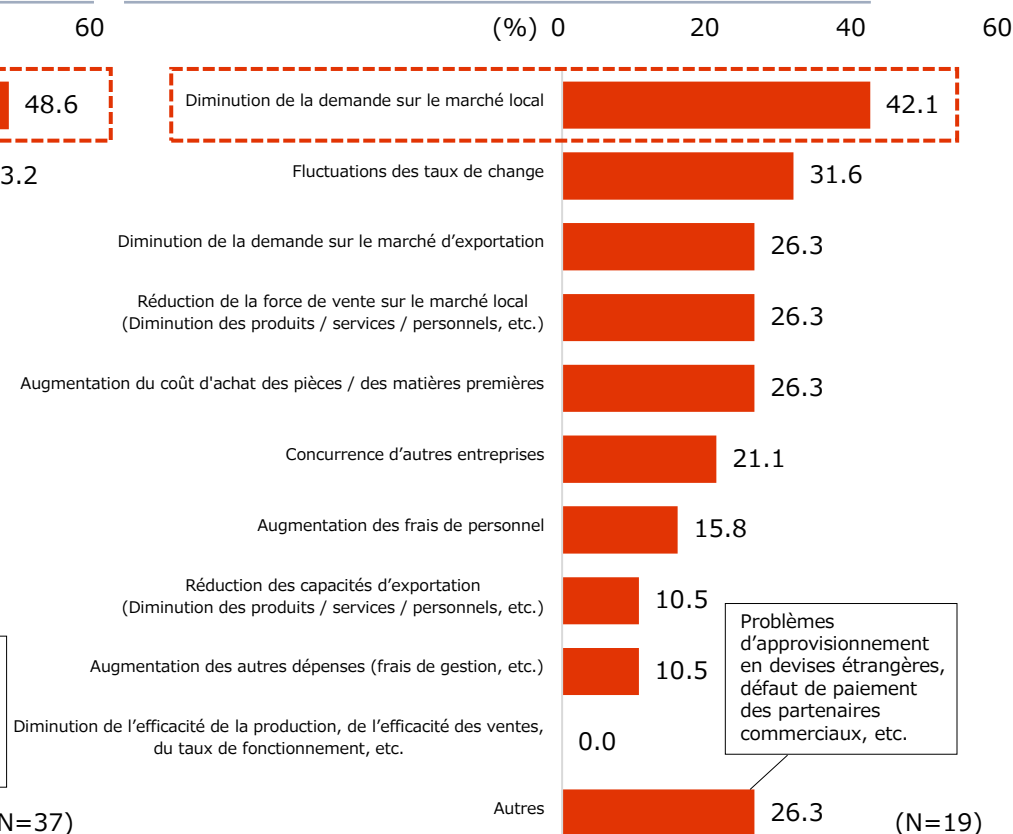
6 | Prévision de bénéfice d'exploitation pour 2023 et perspectives pour 2024 (raisons de la détérioration)

- La raison principale mise en avant pour expliquer la détérioration du bénéfice d'exploitation en 2023 a été les fluctuations des taux de change pour 48,6 % des entreprises sondées.
- Concernant les perspectives pour 2024, la raison la plus fréquemment avancée pour expliquer les prévisions de diminution du bénéfice d'exploitation n'est plus les fluctuations des taux de change mais la diminution de la demande sur le marché local pour 42,1 % des entreprises. Un grand nombre d'entreprises cite aussi la diminution attendue de la demande sur les marchés d'exportation comme autre facteur défavorable.

Raison de la détérioration des prévisions de bénéfice d'exploitation 2023 (par rapport à l'année précédente) [plusieurs réponses possibles]



Raison de la détérioration des prévisions de bénéfice d'exploitation 2024 (par rapport à l'année précédente) [plusieurs réponses possibles]

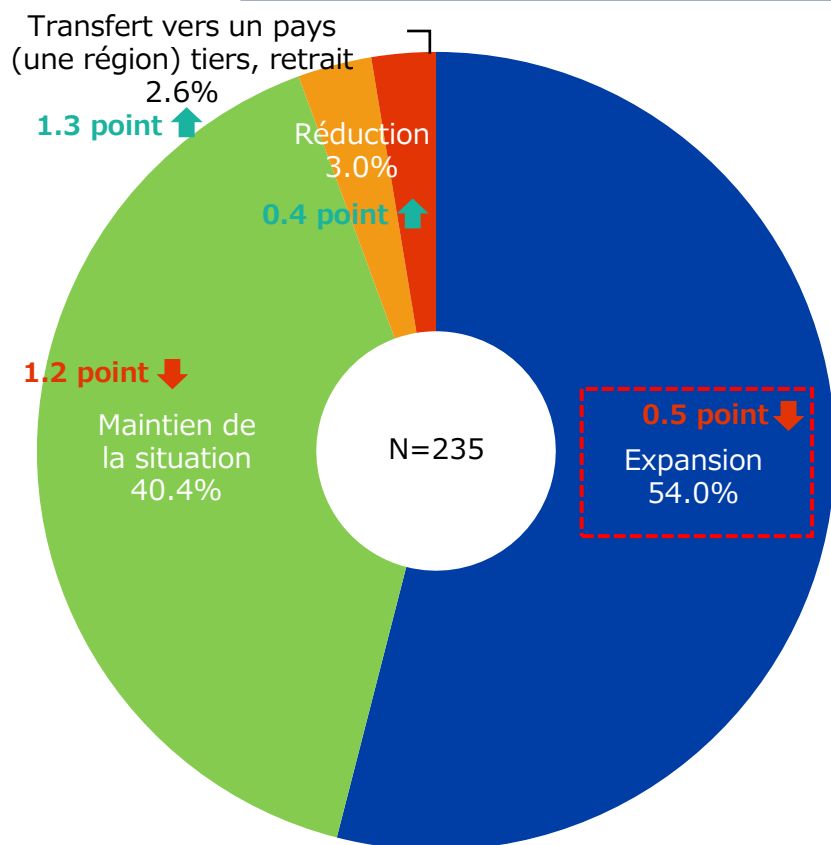


II. Perspectives d'évolution de l'activité

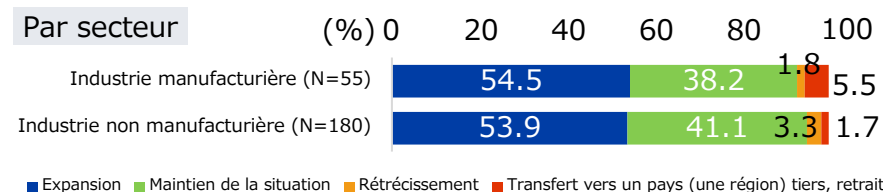
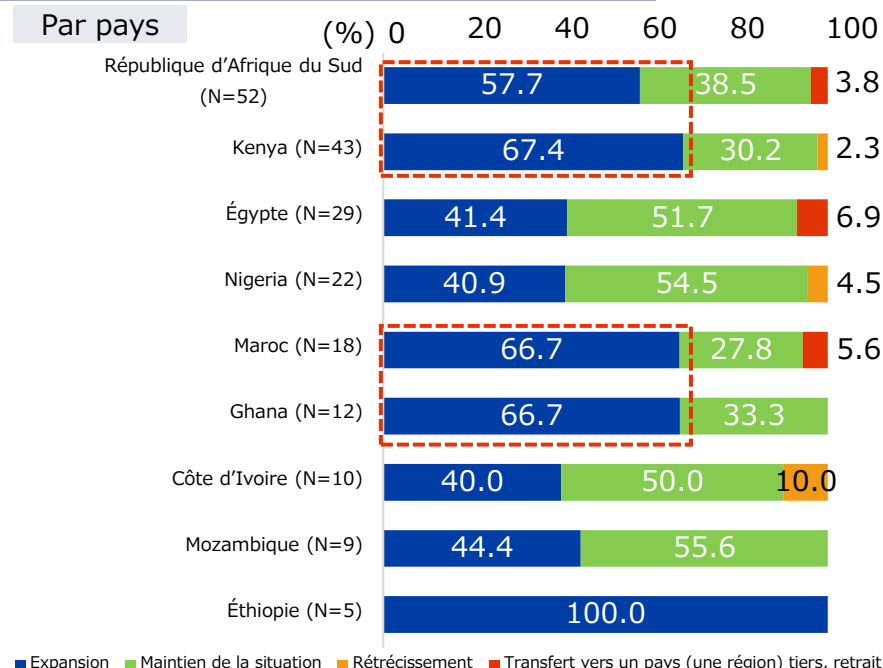
1 | Perspectives d'évolution de l'activité (Afrique dans son ensemble / par pays)

- **Au total, la proportion d'entreprises ayant l'intention d'étendre leur activité au cours des 1 à 2 prochaines années se maintient à 54 %, en diminution de 0,5 point** par rapport à l'année précédente.
- En Afrique du Sud, au Kenya, au Maroc et au Ghana, plus de la moitié des entreprises envisagent d'étendre leur activité. Plus de la moitié des entreprises d'Égypte et du Nigeria avaient produit cette réponse lors de la précédente étude, cependant cette proportion chute à moins de la moitié cette année.

Orientation du développement de l'activité dans les 1 à 2 prochaines années.



Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution



2 | Perspectives d'évolution de l'activité (raisons de l'expansion)

- La raison la plus fréquemment avancée pour expliquer les prévisions d'expansion de l'activité est l'expansion des besoins du marché local dans plus de la moitié des cas. La seconde raison la plus souvent citée est l'augmentation des exportations dans presque 30 % des cas.

Raisons pour lesquelles une expansion de l'activité est attendue [plusieurs réponses possibles]

(%)	Expansion des besoins du marché local	Augmentation des exportations	Bonne réceptivité pour les produits et services à haute valeur ajoutée	Supériorité par rapport aux entreprises concurrentes	Supériorité sur le plan des ressources humaines	Étendue des mesures préférentielles	Assouplissement de la réglementation	Autres
Afrique dans son ensemble (N=127)	56.7	29.1	14.2	14.2	8.7	4.7	1.6	165
République d'Afrique du Sud (N=30)	50.0	36.7	10.0	6.7	6.7	0.0	3.3	23.3
Kenya (N=29)	65.5	17.2	27.6	27.6	6.9	0.0	0.0	10.3
Égypte (N=12)	41.7	25.0	0.0	8.3	16.7	16.7	0.0	25.0
Nigeria (N=9)	88.9	22.2	11.1	11.1	11.1	11.1	0.0	0.0
Maroc (N=12)	66.7	41.7	16.7	8.3	8.3	8.3	0.0	8.3
Ghana (N=8)	50.0	12.5	12.5	12.5	12.5	12.5	0.0	25.0
Éthiopie (N=5)	20.0	60.0	20.0	20.0	0.0	0.0	20.0	60.0
Côte d'Ivoire (N=4)	50.0	25.0	0.0	25.0	25.0	0.0	0.0	25.0
Mozambique (N=4)	50.0	25.0	25.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

(Note) Une cellule bleue (bleu clair) indique un taux au-dessus de l'ensemble (moyenne).

3 | Perspectives d'évolution de l'activité (fonctions en « Expansion »)

- Plus de 70 % des entreprises ont déclaré qu'elles envisageaient de renforcer leur force de vente.
- Près de 40 % ont répondu avoir l'intention de développer une ou des nouvelle(s) activité(s).

Fonction(s) concernée(s) par l'expansion de l'activité
[plusieurs réponses possibles]

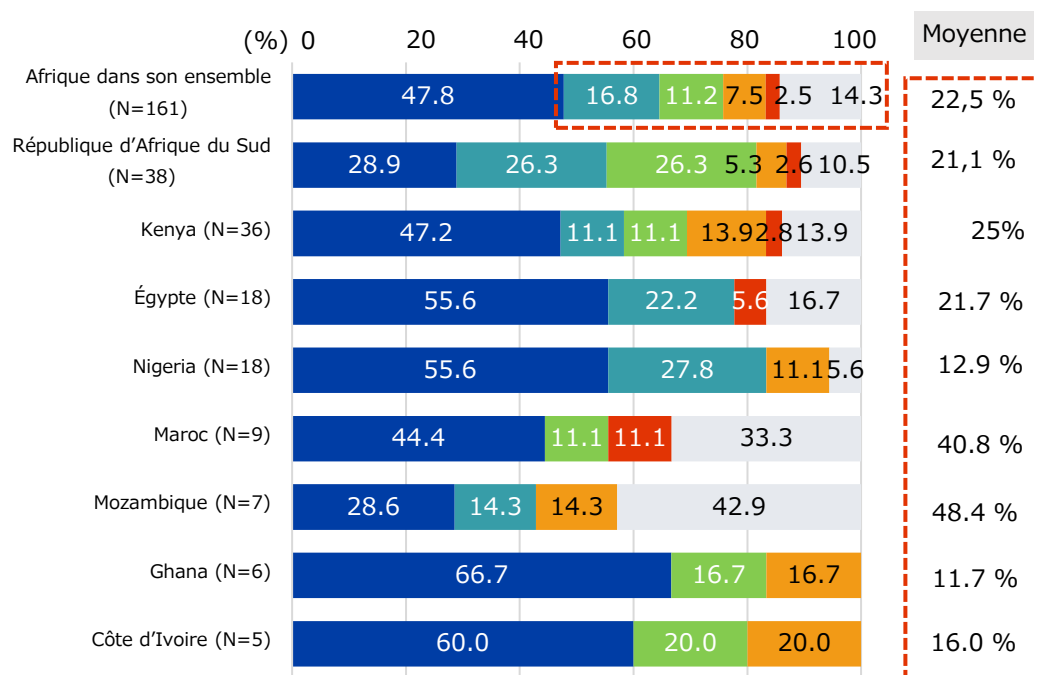
(%)	Ventes	Développement d'une ou plusieurs nouvelle(s) activité(s)	Services apportés aux clients	Production (produit à forte valeur ajoutée)	Production (produit à usage général)	Fonction de supervision régionale	Recherche et développement	Autres
Afrique dans son ensemble (N=127)	71,7	38.6	23.6	16.5	11.8	11.0	5.5	9.4
République d'Afrique du Sud (N=30)	90,0	30,0	23.3	3.3	6.7	10.0	0.0	3.3
Kenya (N=29)	72.4	5,7	24.1	24.1	6.9	20.7	10.3	10.3
Égypte (N=12)	75.0	8.3	8.3	16.7	25.0	0.0	0.0	16.7
Maroc (N=12)	41.7	50.0	25.0	8.3	25.0	8.3	0.0	8.3
Nigeria (N=9)	77.8	44.4	44.4	0.0	0.0	0.0	0.0	11.1
Ghana (N=8)	87.5	37.5	25.0	37.5	25.0	12.5	25.0	12.5
Éthiopie (N=5)	40.0	40.0	0.0	20.0	0.0	0.0	0.0	20.0
Côte d'Ivoire (N=4)	50.0	50.0	50.0	25.0	0.0	50.0	25.0	0.0
Mozambique (N=4)	50.0	100.0	0.0	50.0	25.0	25.0	25.0	0.0

(Note) Une cellule bleue (bleu clair) indique un taux au-dessus de l'ensemble (moyenne).

4 | Taux d'exportation (actuellement / dans les 1 à 2 prochaines années)

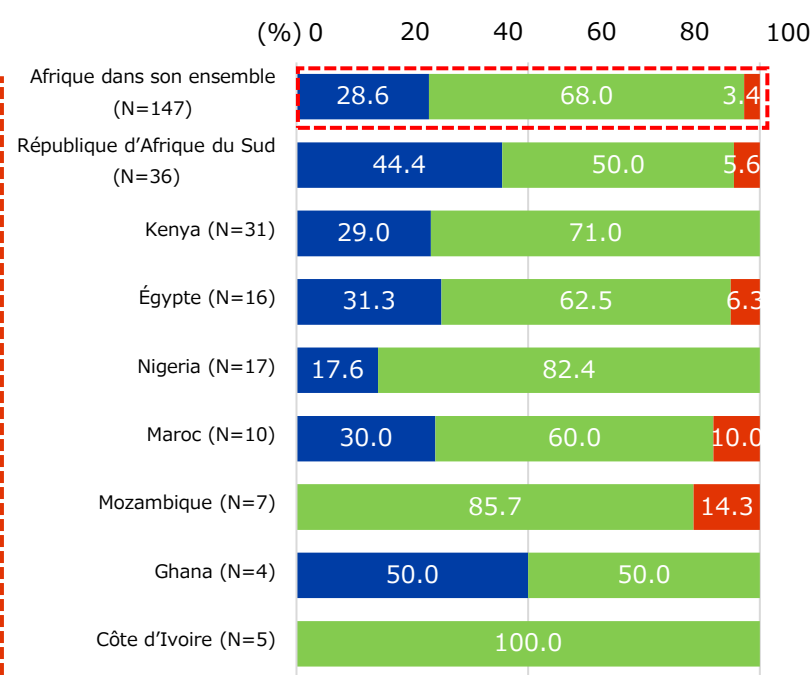
- Plus de la moitié des entreprises exportent. Un peu plus de 70 % des entreprises implantées en Afrique du Sud, et environ la moitié de celles situées au Maroc, au Kenya, en Égypte et au Nigeria, sont dans ce cas.
- Concernant les perspectives pour les 1 à 2 prochaines années, un peu moins de 70 % des entreprises ont répondu maintenir le statu quo en matière de taux d'exportation, tandis qu'un peu moins de 30 % envisagent de l'augmenter.

Actuellement



■ 0% ■ 1 à 19 % ■ 20 à 39 % ■ 40 à 59 % ■ 60 à 79 % ■ 80~100%

Dans les 1 à 2 prochaines années

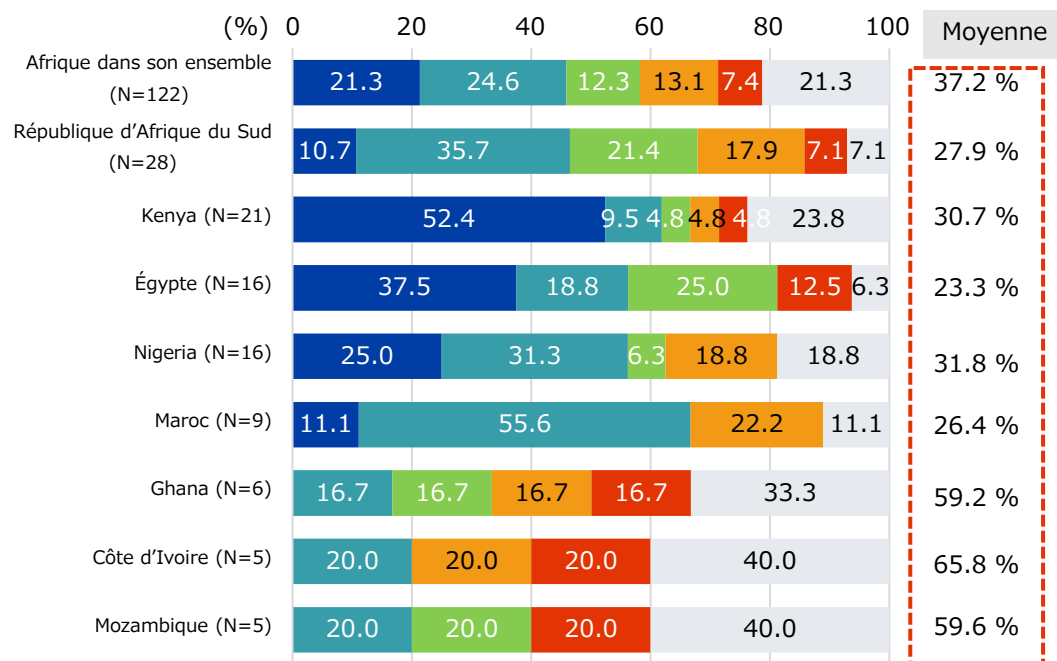


■ Expansion ■ Maintien de la situation ■ Réduction

5 | Taux d'approvisionnement local (actuellement / dans les 1 à 2 prochaines années)

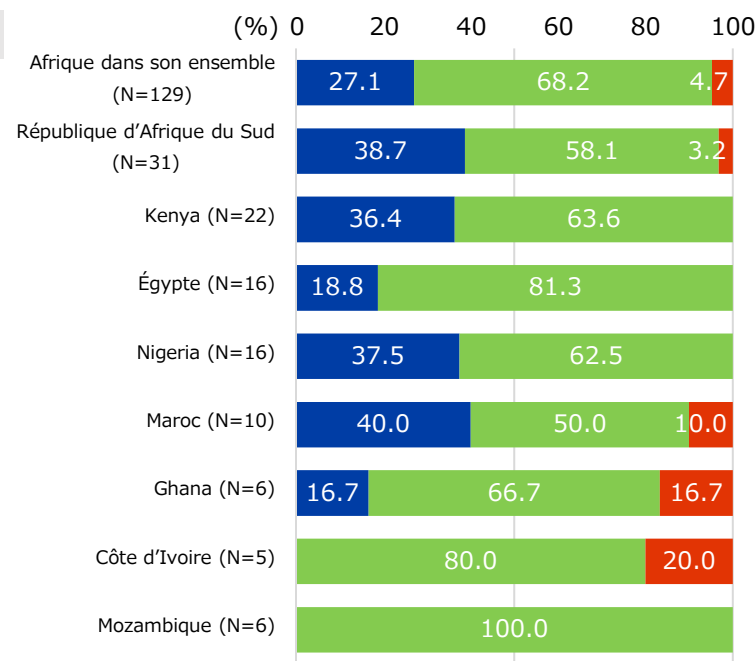
- Le taux d'approvisionnement local moyen actuel en Afrique n'est que de 37,2 %, un chiffre inférieur par rapport à celui enregistré en Chine (70 %) ou en Asie (plus de 50 %).
- Concernant les perspectives pour les 1 à 2 prochaines années, 27,1 % des entreprises ont répondu que leur taux d'approvisionnement local allait augmenter, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale de 25,2 %.

Actuellement



■ 0% ■ 1 à 19 % ■ 20 à 39 % ■ 40 à 59 % ■ 60 à 79 % ■ 80~100%

Dans les 1 à 2 prochaines années



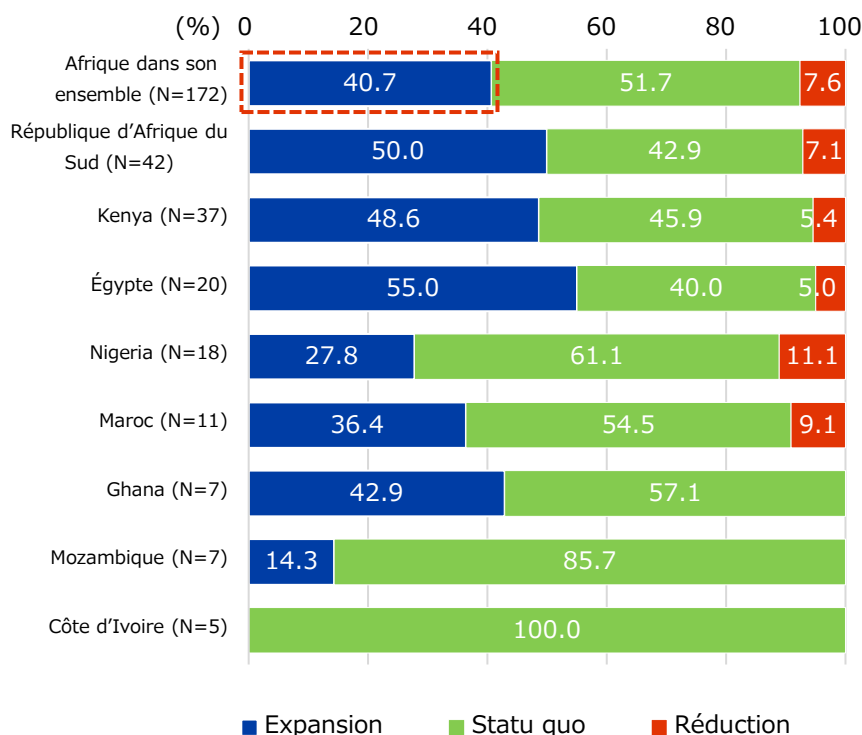
■ Expansion ■ Maintien de la situation ■ Réduction

6 | Part du chiffre d'affaires africain dans le chiffre d'affaires mondial

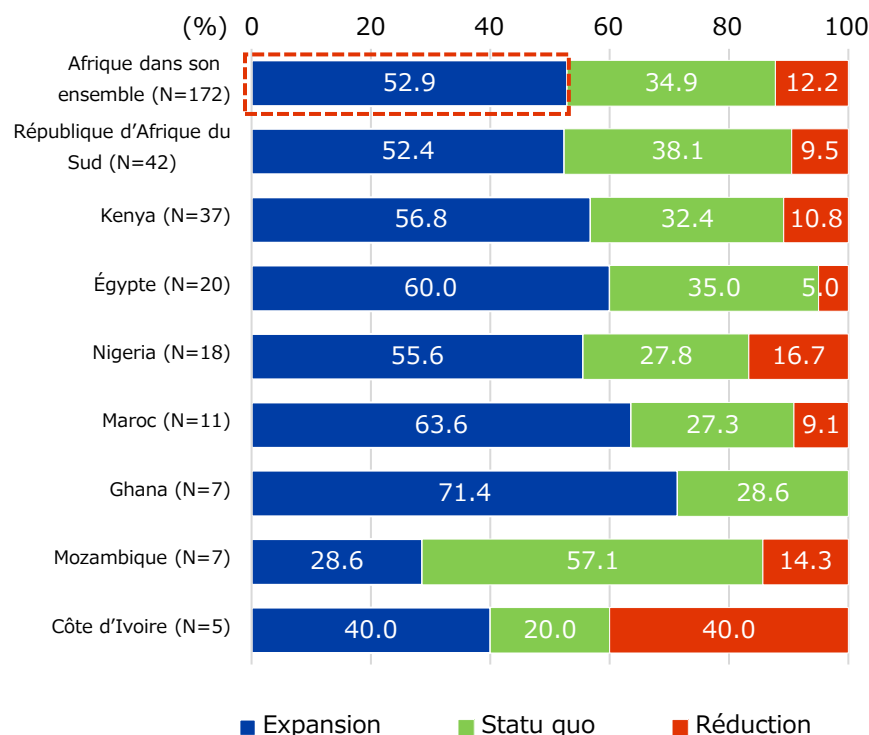
- Le pourcentage d'entreprises ayant répondu s'attendre à une augmentation, au cours des 2 à 3 prochaines années, de la proportion du chiffre d'affaires réalisé en Afrique dans le chiffre d'affaires mondial, atteint 40 %. C'est particulièrement le cas en Égypte, pour plus de la moitié des sondés, et dans une moindre mesure en Afrique du Sud et au Kenya, pour près de la moitié des entreprises.
- Cette tendance s'accroît à plus long terme : pour les 5 prochaines années ou plus, plus de la moitié des entreprises prévoit que la part représentée par le chiffre d'affaires africain augmentera.

Estimation de la part du chiffre d'affaires africain dans le chiffre d'affaires mondial

Perspectives pour les 2 à 3 prochaines années



Perspectives pour les 5 prochaines années ou plus

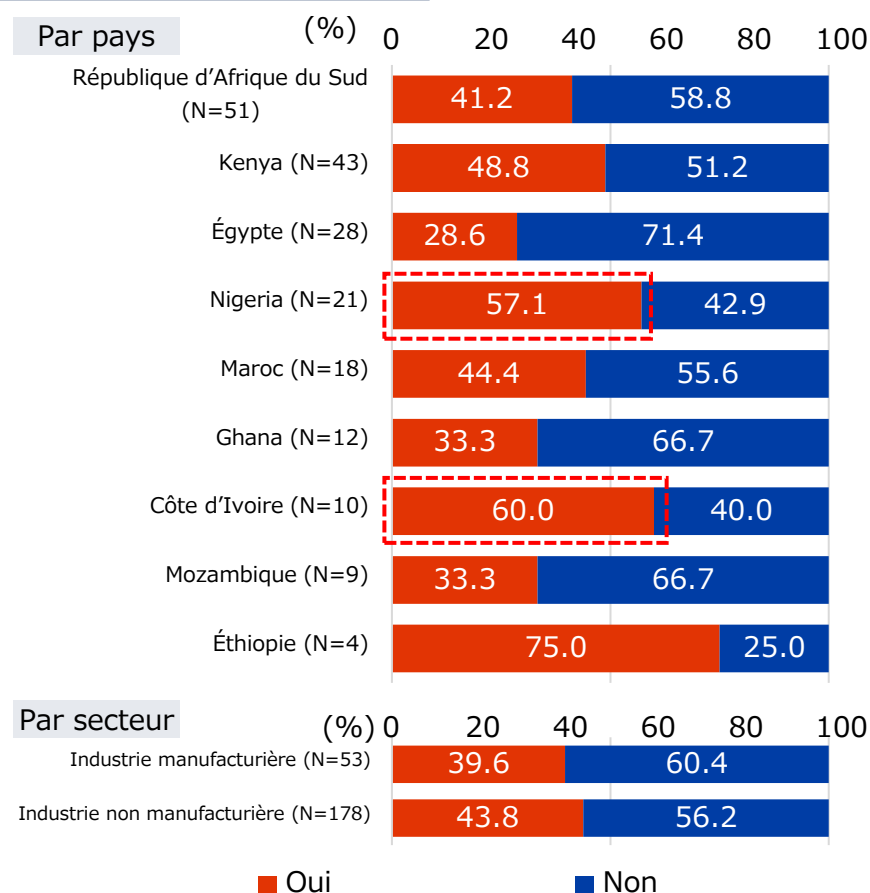
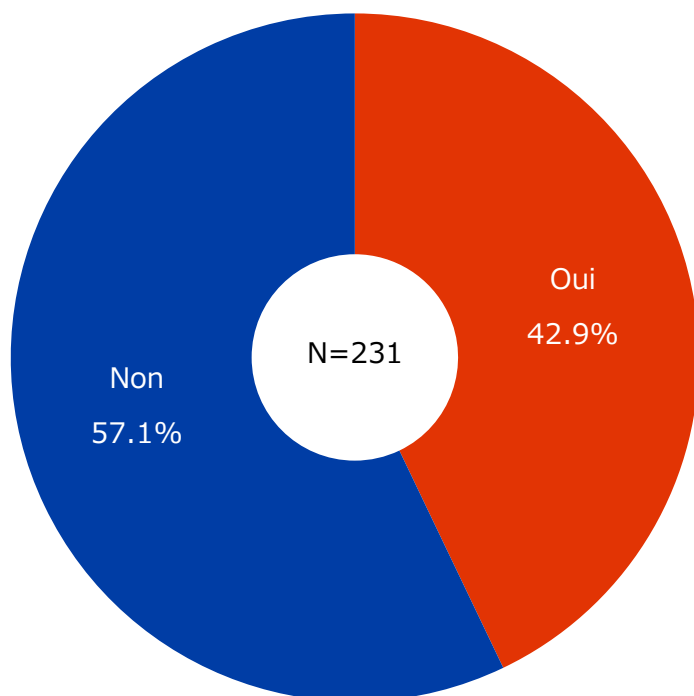


III. Environnement de l'emploi

1 | Environnement de l'emploi (1)

- Un peu plus de 40 % des entreprises ont répondu rencontrer des difficultés de recrutement, un chiffre inférieur à la moyenne mondiale (51,5 %).
- Par pays, plus de la moitié des entreprises en Côte d'Ivoire et au Nigeria ont répondu rencontrer des difficultés de recrutement.

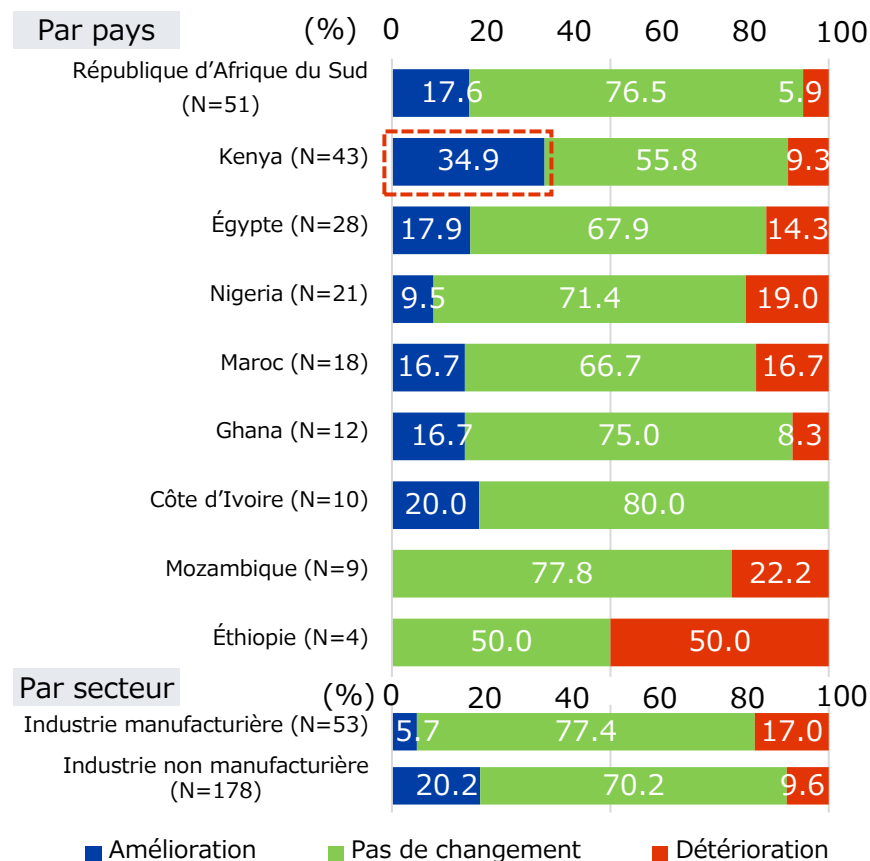
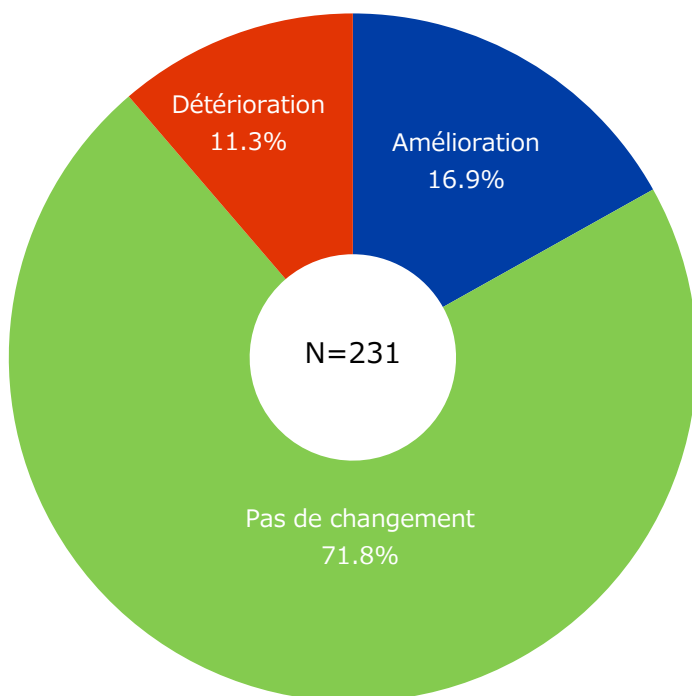
Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?



1 | Environnement de l'emploi (2)

- Un peu plus de 70 % des sondés ont déclaré n'avoir enregistré aucun changement au niveau de l'environnement de l'emploi en 2023, par rapport à la période août-septembre 2022.
- Par pays, la proportion d'entreprises indiquant une amélioration de l'environnement de l'emploi est particulièrement importante au Kenya (34,9 %).

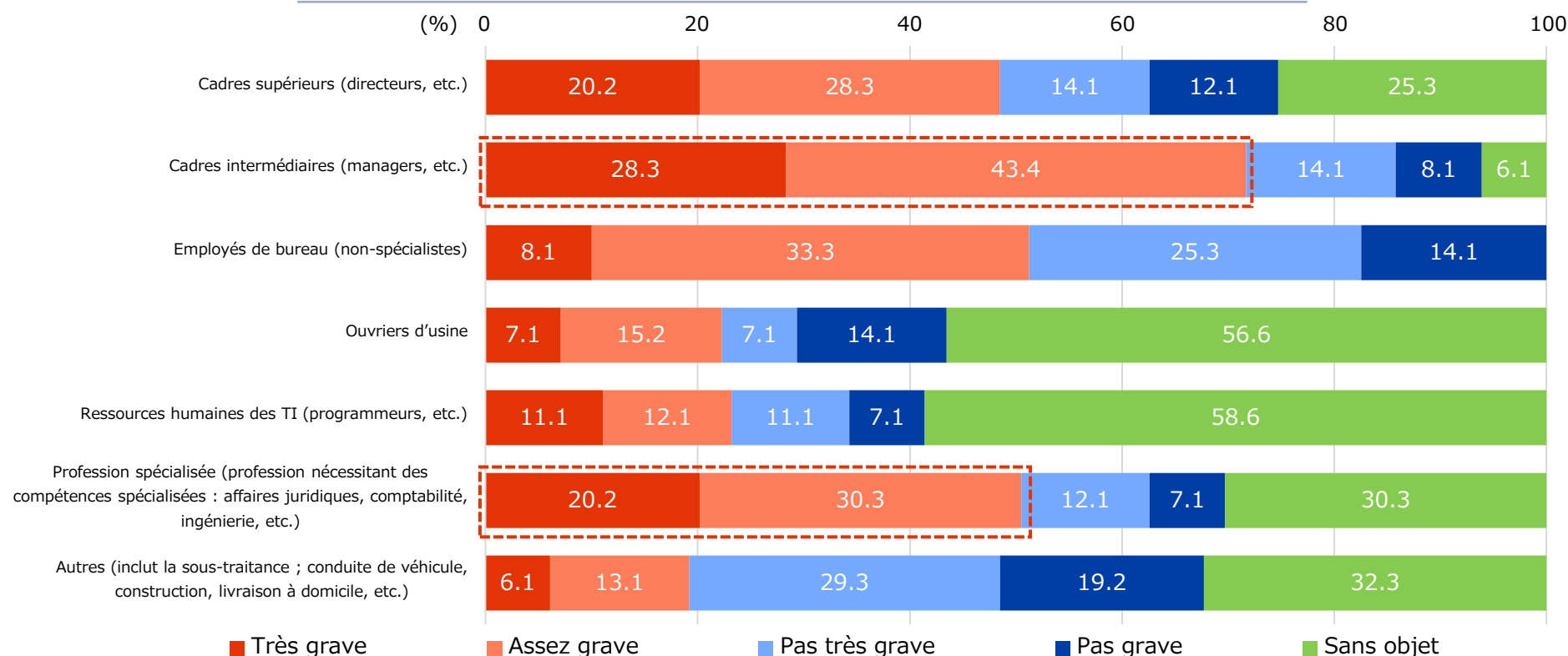
Changements au niveau des ressources humaines / de la situation de l'emploi (comparaison par rapport à la période d'août-septembre 2022)



2 | Des difficultés de recrutement notables dans certains secteurs et pour certaines catégories socioprofessionnelles

- La catégorie socioprofessionnelle pour laquelle le recrutement est le plus problématique est celle des cadres intermédiaires (managers, etc.), plus de 70 % des entreprises ayant répondu que les difficultés rencontrées étaient « très graves » ou « assez graves ».
- La deuxième catégorie qui pose le plus de problèmes de recrutement est celle des professions spécialisées (juristes, comptables, ingénieurs, etc.), pour plus de 50 % des entreprises. Enfin, près de la moitié des entreprises ont indiqué subir des difficultés de recrutement au niveau des cadres supérieurs (directeurs, etc.) et des employés de bureau.

Niveau de gravité des difficultés de recrutement (en fonction des CSP)



(Note) Question ciblant les entreprises ayant répondu « Faire face à des difficultés de recrutement ».

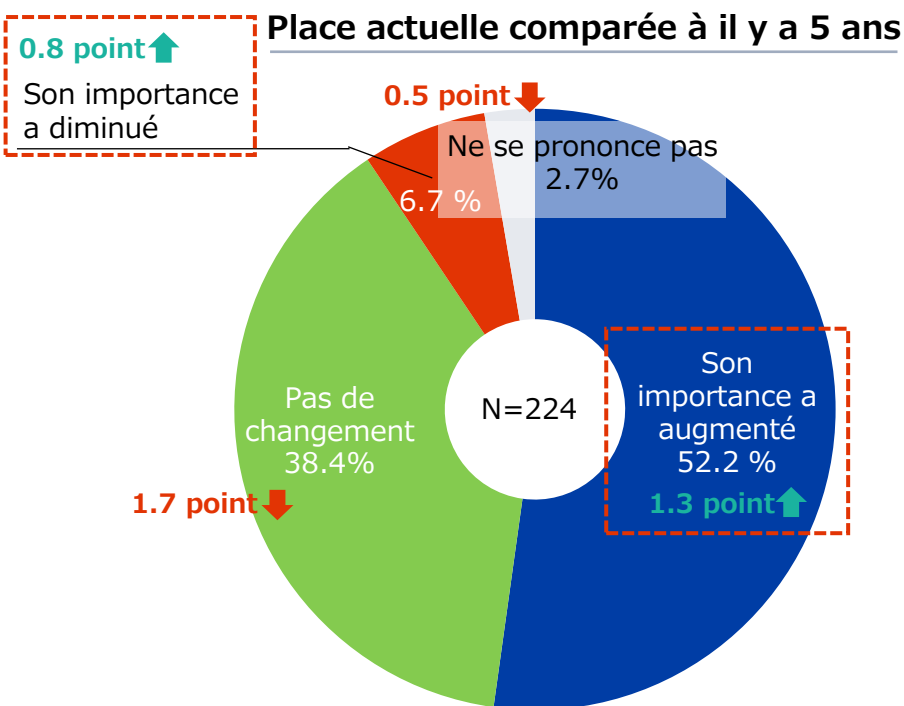
« Sans objet » se rapporte à une profession non employée (ou non prévue de l'être) au sein de l'entreprise sondée.

Concernant les ouvriers d'usine, seule l'industrie manufacturière est concernée.

IV. Environnement de l'investissement

1 | Importance de l'Afrique dans la stratégie mondiale

- Le pourcentage d'entreprises ayant indiqué que l'importance de l'Afrique avait augmenté par rapport à il y a 5 ans est supérieur de 1,3 point par rapport à l'étude précédente ; d'autre part, le taux d'entreprises ayant répondu « son importance a diminué » a également augmenté de 0,8 point.
- Concernant la place de l'Afrique pour les 5 prochaines années, la proportion d'entreprises considérant que son importance va augmenter a diminué de 7,6 points par rapport à l'année précédente, tandis que celle considérant que son importance va diminuer a augmenté de 0,4 point par rapport à l'année précédente.

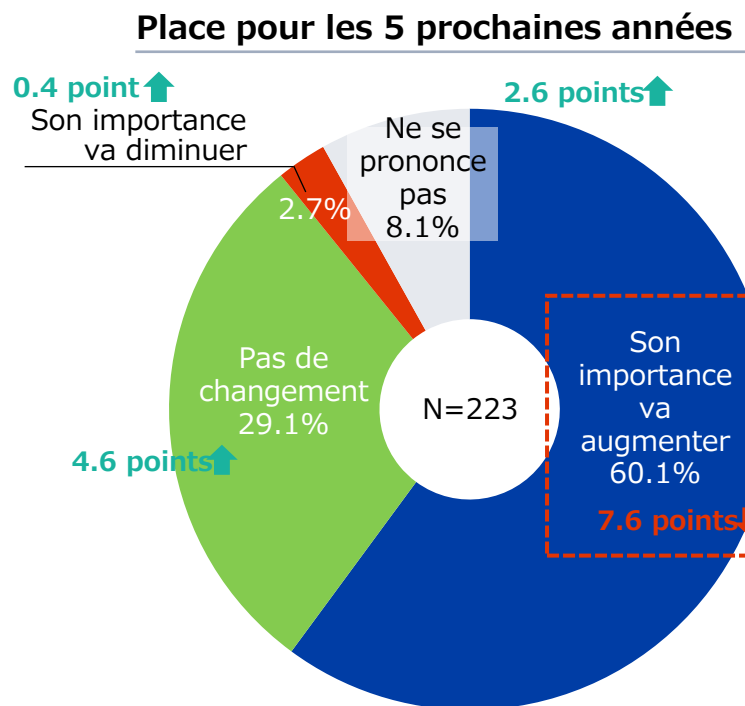


« Son importance a augmenté »

- Marché en croissance/Augmentation de la population, expansion de l'activité, augmentation des ventes, réception d'une commande de projet d'infrastructure, augmentation du pouvoir d'achat, etc.

« Son importance a diminué »

- Marasme du marché, instabilité politique et financière, détérioration de la sécurité, inquiétude par rapport aux risques, politique du siège, etc.



« Son importance va augmenter »

- Augmentation de la population/Croissance du marché, augmentation du pouvoir d'achat, développement de nouveaux produits, expansion de l'activité, expansion de la demande en infrastructures, etc.

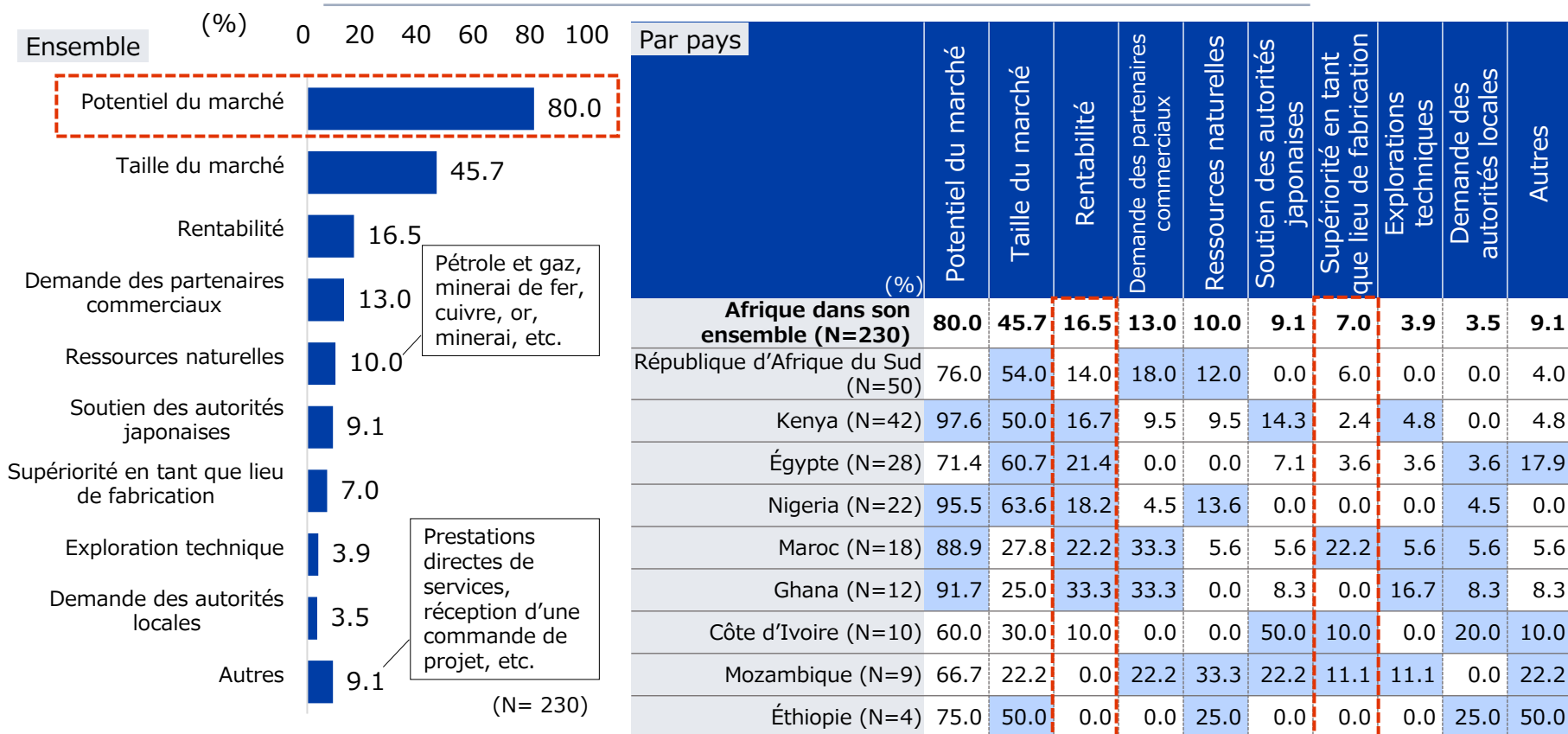
« Son importance va diminuer »

- Prévision d'une diminution de l'implication du Japon dans l'aménagement d'infrastructures électriques dans le cadre de l'APD

2 | Raisons de l'implantation en Afrique (ensemble des pays ciblés/par pays)

- Comme lors de la précédente étude, le « potentiel du marché » a constitué la réponse la plus souvent donnée comme raison de l'implantation en Afrique. Il s'agit du taux le plus élevé toutes régions du monde confondues.
- Au Kenya, en Égypte, au Nigeria, au Maroc et au Ghana, la proportion d'entreprises ayant répondu « rentabilité » est au-dessus de la moyenne d'ensemble.
- Un grand nombre d'entreprises considèrent que le Maroc, la Côte d'Ivoire et le Mozambique présentent des avantages en tant que base manufacturière, les taux de réponse pour ce poste étant au-dessus de la moyenne d'ensemble dans ces pays.

Raisons de l'implantation en Afrique [plusieurs réponses possibles]

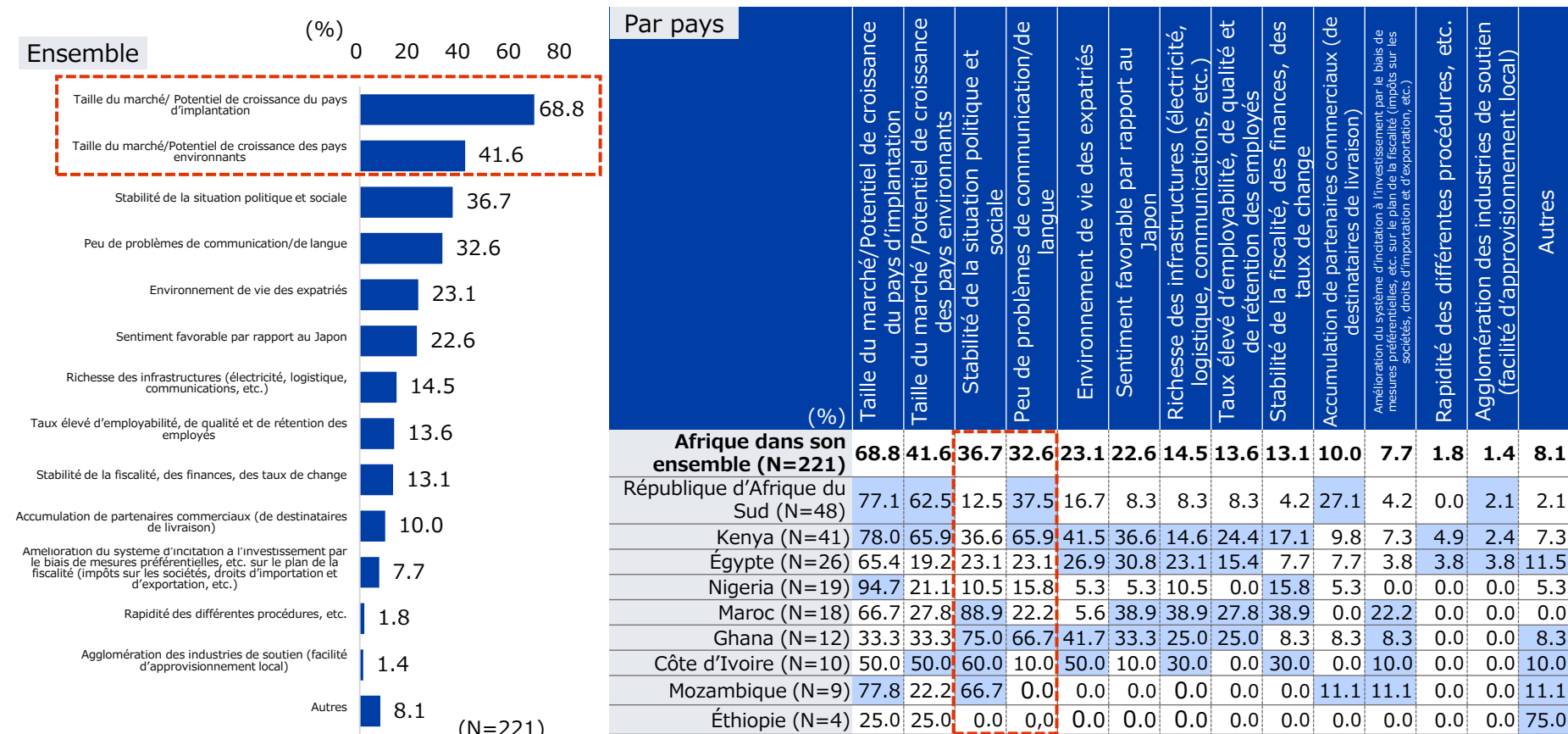


(Note) Une cellule bleue (bleu clair) indique un taux au-dessus de l'ensemble (moyenne).

3 | Atouts en termes d'environnement de l'investissement (ensemble des pays ciblés / par pays)

- Une grande proportion d'entreprises (68,8 %) met en avant la « taille du marché/potentiel de croissance du pays d'implantation » comme atout pour investir. La réponse « taille du marché/potentiel de croissance des pays environnants » vient en seconde position, avec 41,6 % des réponses.
- Parmi les autres réponses citées en tant que facteurs importants pour attirer les investissements, on trouve la stabilité de la situation politique et sociale du Maroc, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Mozambique, ainsi que la communication qui se fait sans problèmes en Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana.

Atouts en termes d'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]

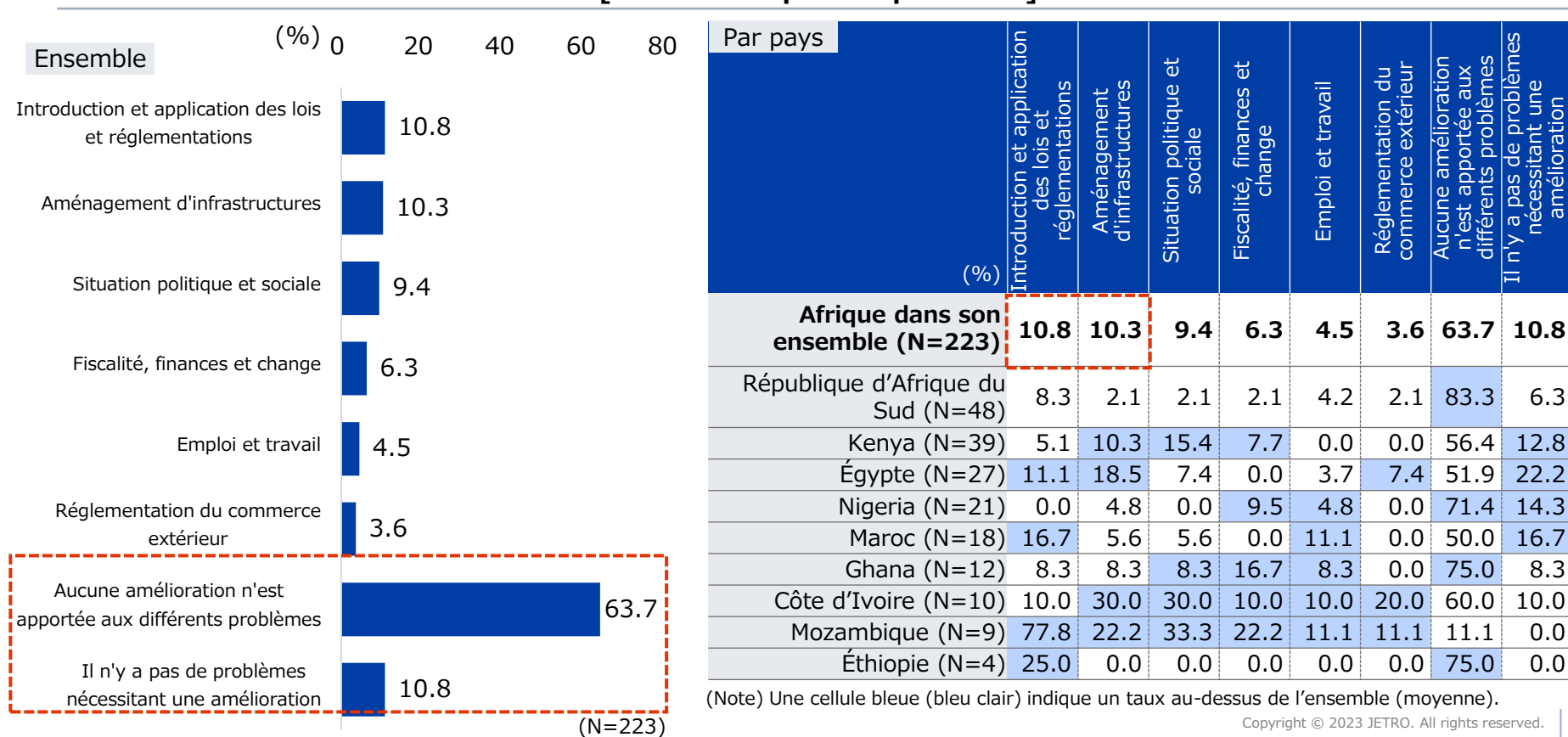


(Note) Une cellule bleue (bleu clair) indique un taux au-dessus de l'ensemble (la moyenne).

4 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui ont été améliorés (ensemble des pays ciblés/par pays)

- Avec 63,7 %, en hausse de 8,6 points depuis l'édition précédente, la réponse « aucune amélioration n'est apportée aux différents problèmes » est la plus nombreuse. La réponse « il n'y a pas de problèmes nécessitant une amélioration » a également augmenté, passant de 3,3 % à 10,8 %.
- La « situation politique et sociale » qui constituait avec 20,6 % lors de l'étude précédente la réponse plus nombreuse à la question relative aux points qui ont été améliorés, chute à 9,4 % cette année ; avec 10,8 %, la réponse la plus courante cette année est « l'introduction et l'application des lois et réglementations », contre 14,5 % l'année dernière.

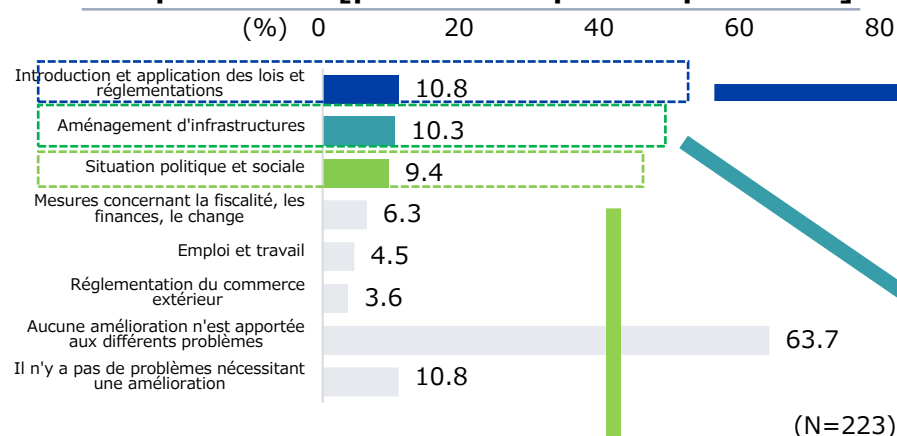
Aspects qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [Plusieurs réponses possibles]



5 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui ont été améliorés (par catégorie - 1)

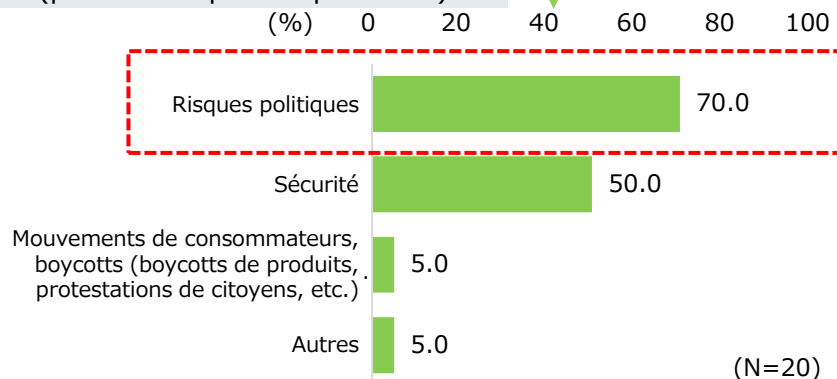
- Concernant l'introduction et l'application des lois et réglementations, **les améliorations en termes d'obtention ou de simplification du visa ou du permis de travail arrivent en tête** avec plus de la moitié des réponses.
- Concernant l'aménagement des infrastructures, comme l'année précédente, **l'amélioration des routes arrive en tête** avec 90 %.
- Concernant la situation politique et sociale, comme l'année précédente, **l'amélioration des risques politiques arrive en tête** avec 70 %.

Aspects qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



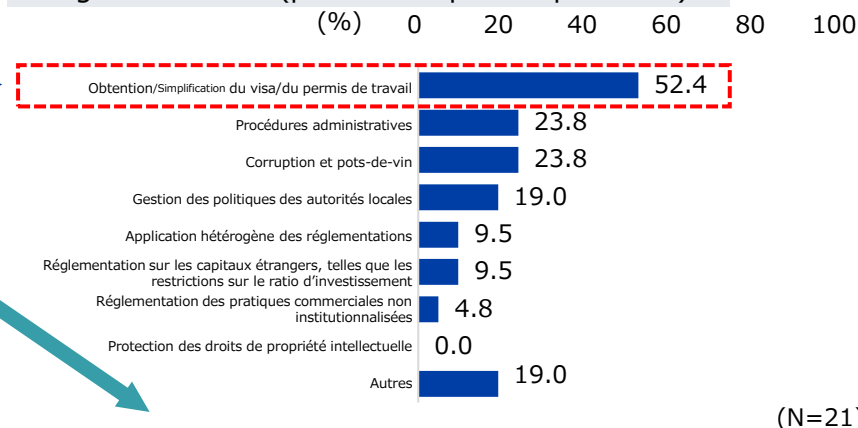
(N=223)

Situation politique et sociale (plusieurs réponses possibles)



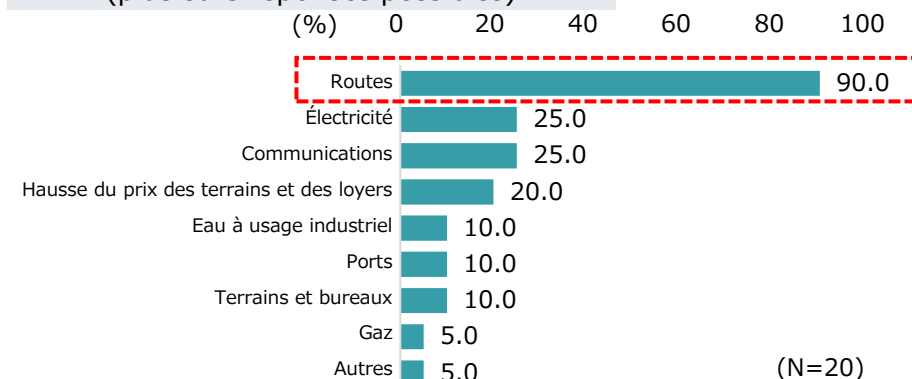
(N=20)

Introduction et application des lois et réglementations (plusieurs réponses possibles)



(N=21)

Aménagement d'infrastructures (plusieurs réponses possibles)

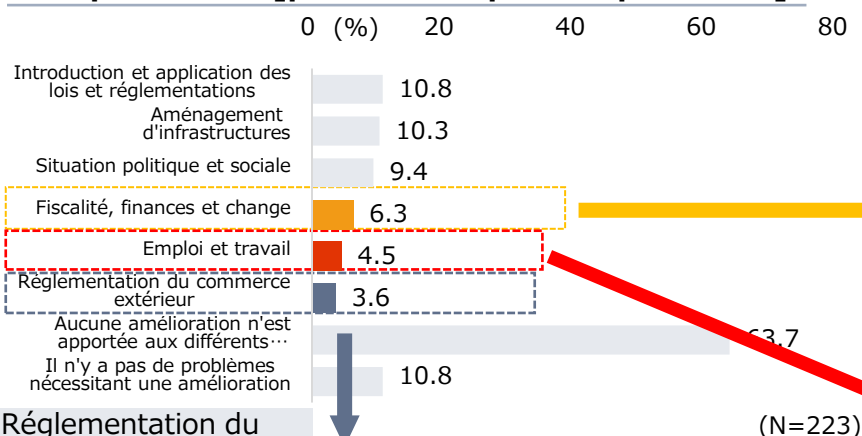


(N=20)

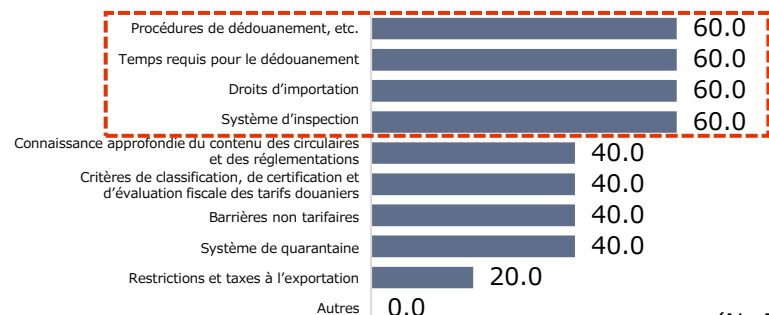
5 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui ont été améliorés (par catégorie - 2)

- Le change de devises, avec 70 % des réponses, est en tête des aspects qui ont été améliorés en termes de fiscalité, finances et changes, à la place des risques d'impayés dans l'étude précédente.
- Comme la fois précédente, concernant l'emploi et le travail, la réponse « facilité de recrutement des ressources humaines » a été la plus nombreuse, mais avec un taux en forte augmentation, passant de 47,1 % à 87,5 % des réponses.
- Concernant la réglementation du commerce extérieur, la réponse « temps requis pour le dédouanement » qui était la plus nombreuse lors de l'étude précédente, mais aussi les réponses relatives aux procédures de dédouanement, aux droits d'importation et au système d'inspection, ont été les plus fréquemment données, chacune atteignant 60 %.

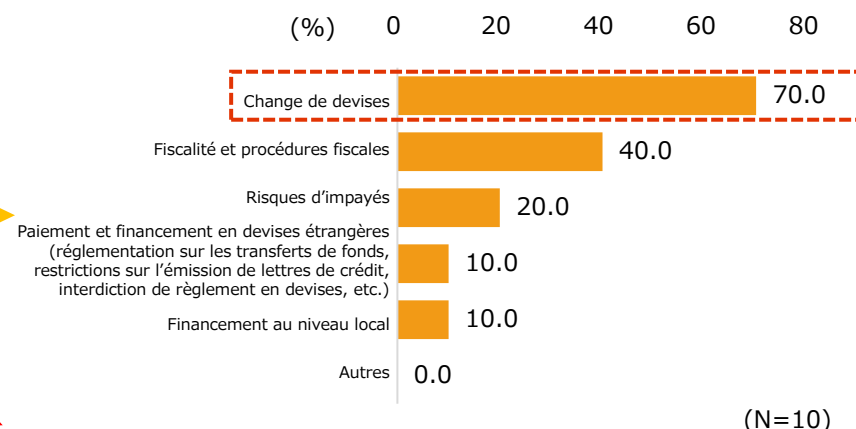
Aspects qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



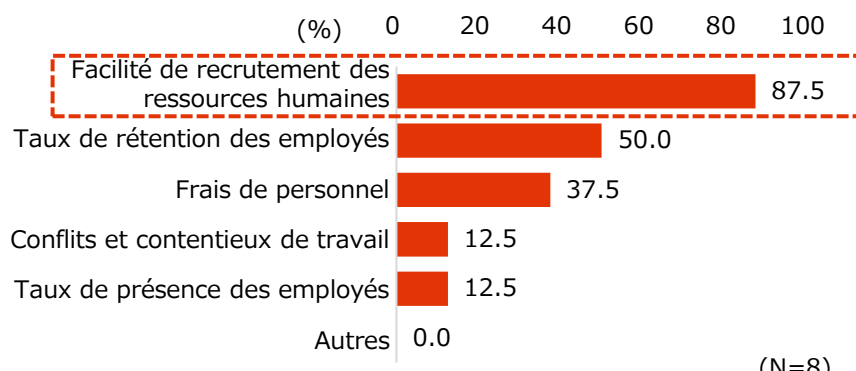
Réglementation du commerce extérieur (plusieurs réponses possibles)



Fiscalité, finances et change (plusieurs réponses possibles)



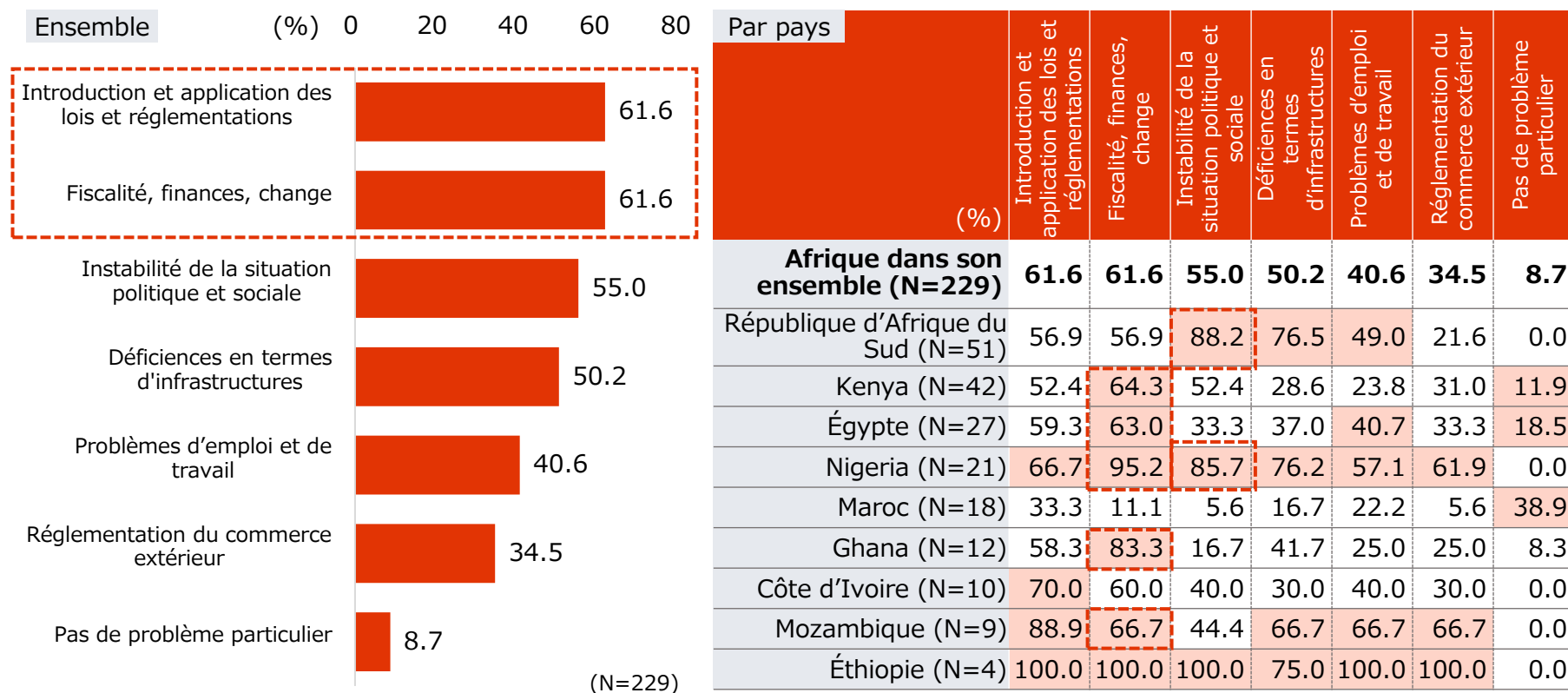
Emploi et travail (plusieurs réponses possibles)



6 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer (ensemble des pays ciblés/par pays)

- Parmi les aspects qui restent à améliorer, « **l'introduction et l'application des lois et réglementations** », qui **constituait déjà la réponse la plus fréquente lors de l'étude précédente, ainsi que « fiscalité, finances et change »**, sont les réponses les plus nombreuses, les deux rubriques atteignant le score de 61,6 %.
- Les attentes en termes d'amélioration de la fiscalité, des finances et du change sont supérieures à la moyenne d'ensemble au Kenya, en Égypte, au Nigeria, au Ghana et au Mozambique.
- L'instabilité de la situation politique et sociale suscite une préoccupation forte en Afrique du Sud et au Nigeria.

Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer dans le pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



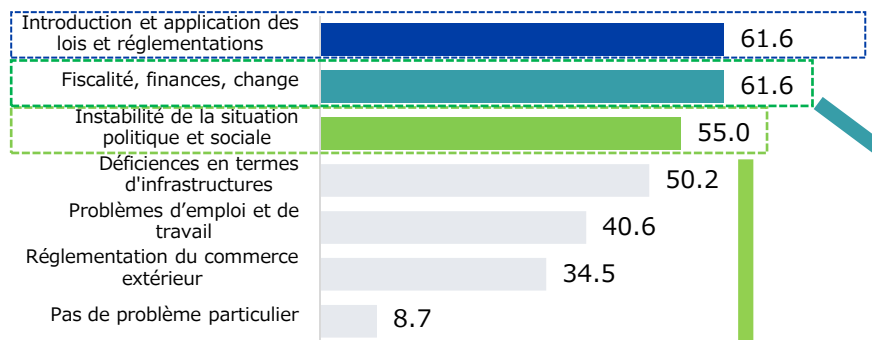
(Note) Une cellule rouge (rouge clair) indique un taux au-dessus de l'ensemble (moyenne).

7 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer (par catégorie - 1)

- Dans la rubrique « introduction et application des lois et réglementations », avec 77,1 % des réponses, **la complexité des procédures administratives** arrive en tête des préoccupations, comme l'année passée.
- Concernant la rubrique « fiscalité, finances, change », comme la fois précédente, **l'instabilité des taux de change** est toujours un point problématique, étant cité par environ 70 % des entreprises.
- Concernant l'instabilité de la situation politique et sociale, également comme l'année précédente, les réponses « **sécurité** » et « **risques politiques** » ont été nombreuses, passant d'un score de 70 % à plus de 80 % des réponses.

Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer dans le pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]

(%) 0.0 20.0 40.0 60.0 80.0



(N=225)

Instabilité de la situation politique et sociale (plusieurs réponses possibles)

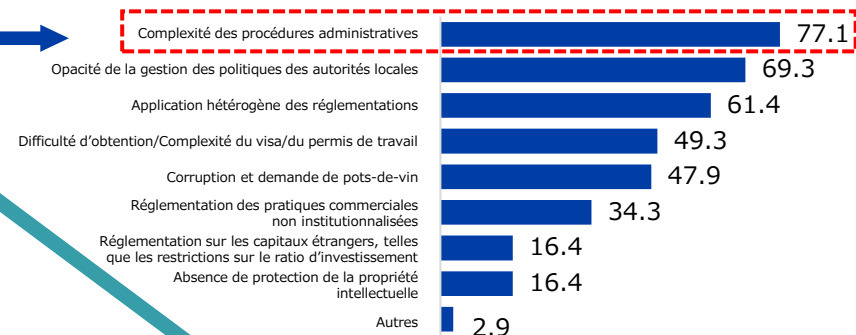
(%) 0 20 40 60 80 100



(N=124)

Introduction et application des lois et réglementations (plusieurs réponses possibles)

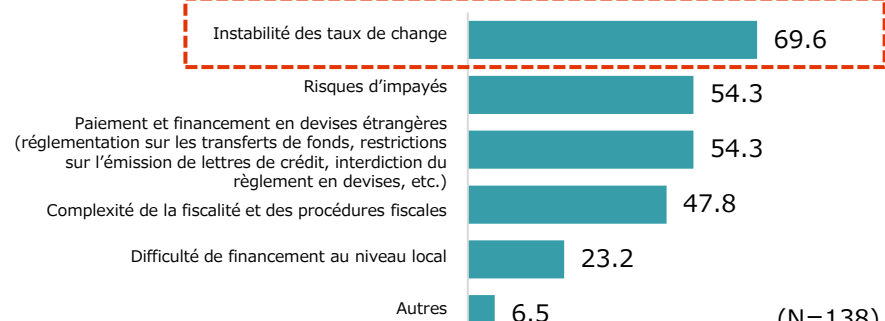
(%) 0 20 40 60 80 100



(N=140)

Fiscalité, finances, change (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80 100



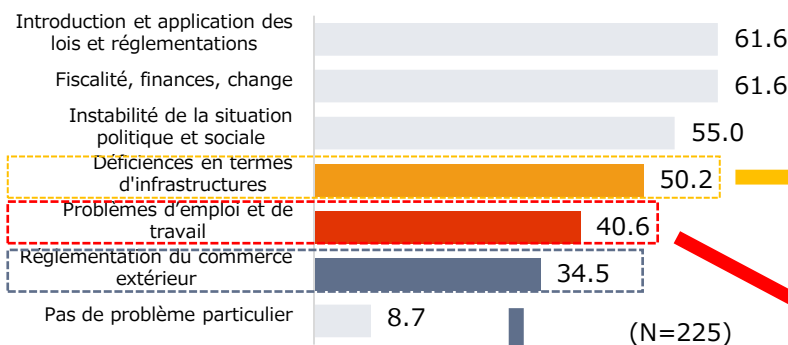
(N=138)

7 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer (par catégorie - 2)

- Concernant les déficiences des infrastructures, comme la fois précédente, **les problématiques de réseau électrique** sont citées fréquemment par les entreprises, avec 85,7 % des réponses.
- Concernant les problèmes d'emploi et de travail, comme dans l'étude précédente, **les difficultés de recrutement** affectent 61,6 % des sondés.
- Enfin, en termes de réglementation du commerce extérieur, comme la fois précédente également, les entreprises doivent faire face à un « **dédouanement requérant du temps** » (69 %) et une « **complexité des procédures de dédouanement, etc.** » (63,4 %).

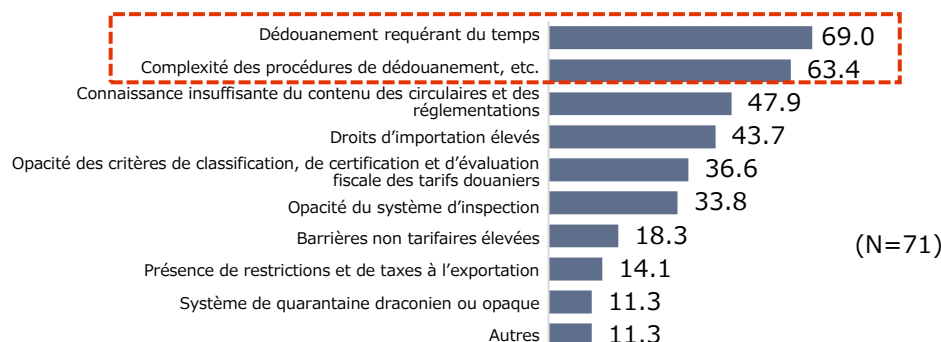
Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer dans le pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]

(%) 0.0 20.0 40.0 60.0 80.0



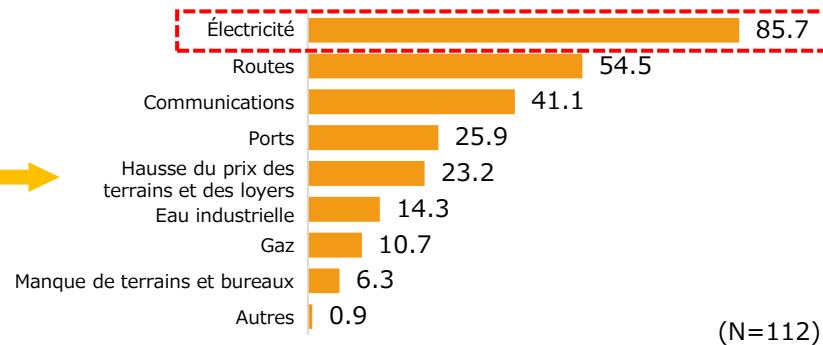
Réglementation du commerce extérieur (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80 100



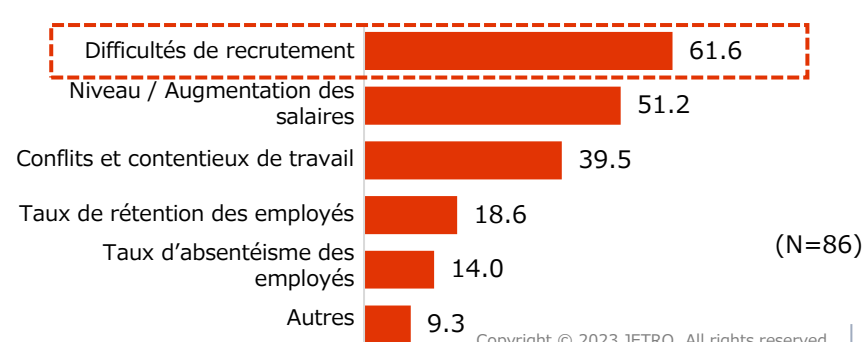
Déficiences en termes d'infrastructures (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80 100



Problèmes d'emploi et de travail (plusieurs réponses possibles)

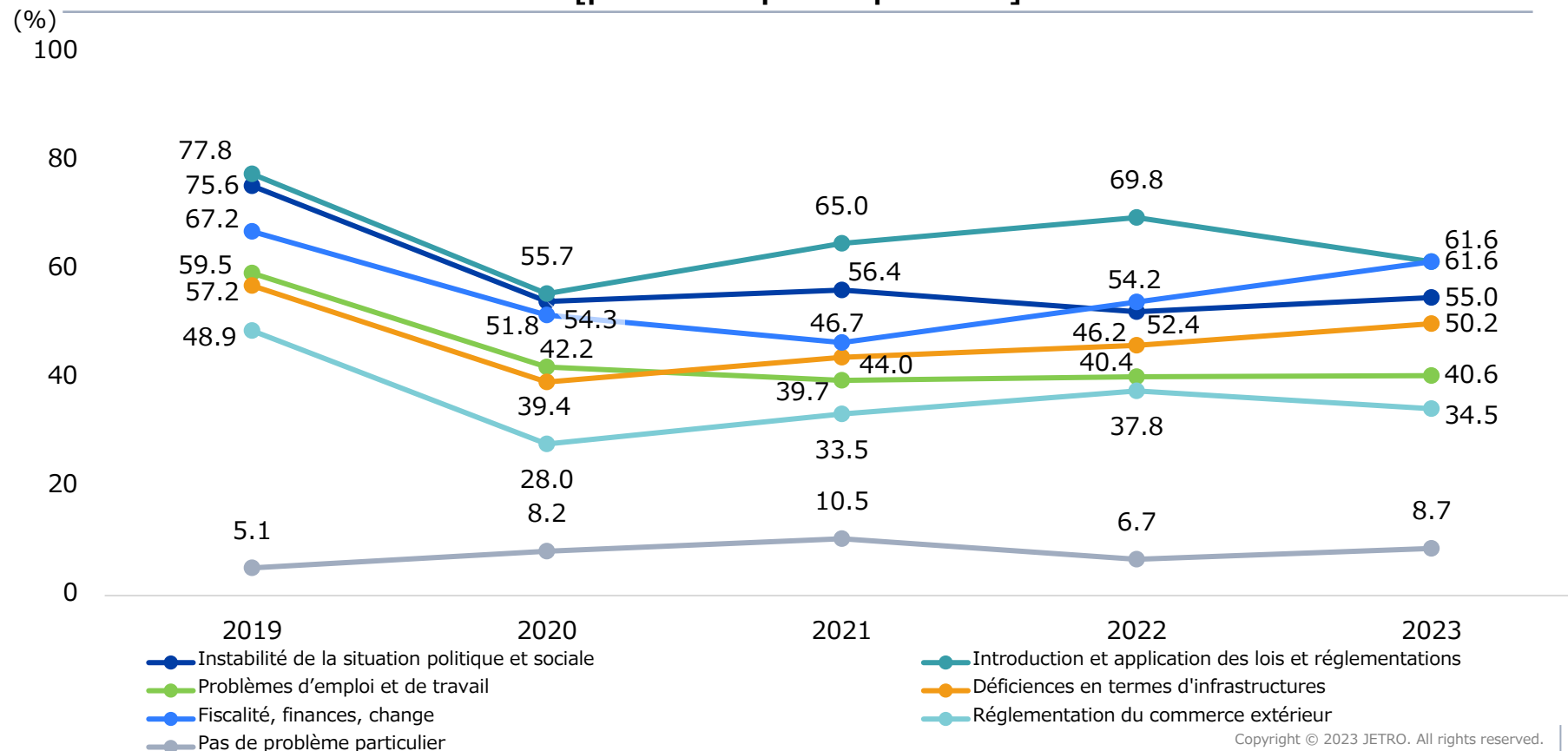
(%) 0 50 100



8 | Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer (évolution par catégorie)

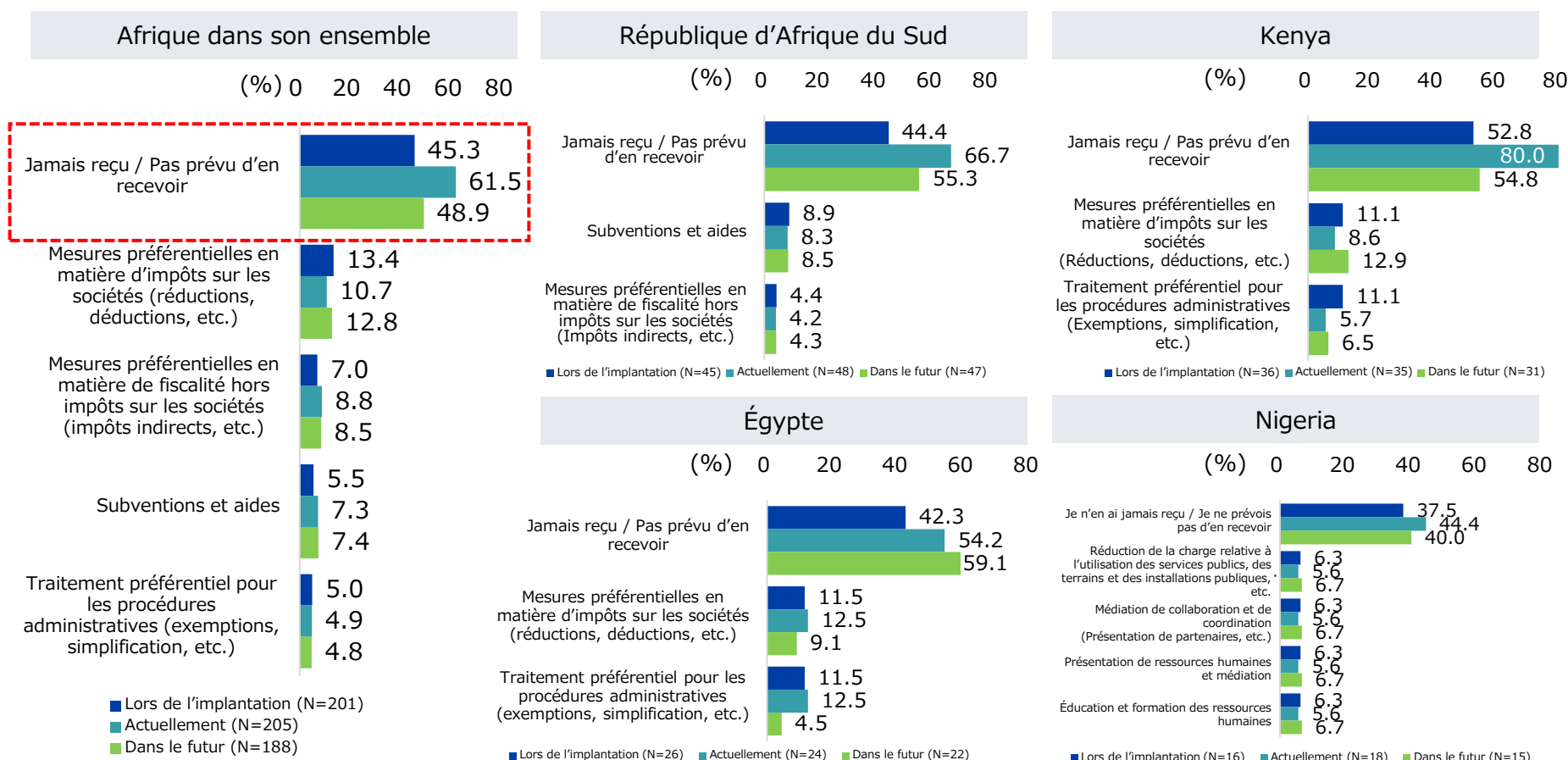
- Les rubriques « introduction et application des lois et réglementations » et « réglementation du commerce extérieur », qui étaient en augmentation depuis 2020, ont commencé à diminuer.
- Les défis représentés par la fiscalité, les finances et le change ont augmenté de 7,4 points par rapport à la fois précédente, ce qui constitue la plus forte augmentation toutes rubriques confondues.
- Les autres points sources de préoccupation sont en stagnation ou en légère augmentation.

Aspects de l'environnement de l'investissement qui restent à améliorer dans le pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



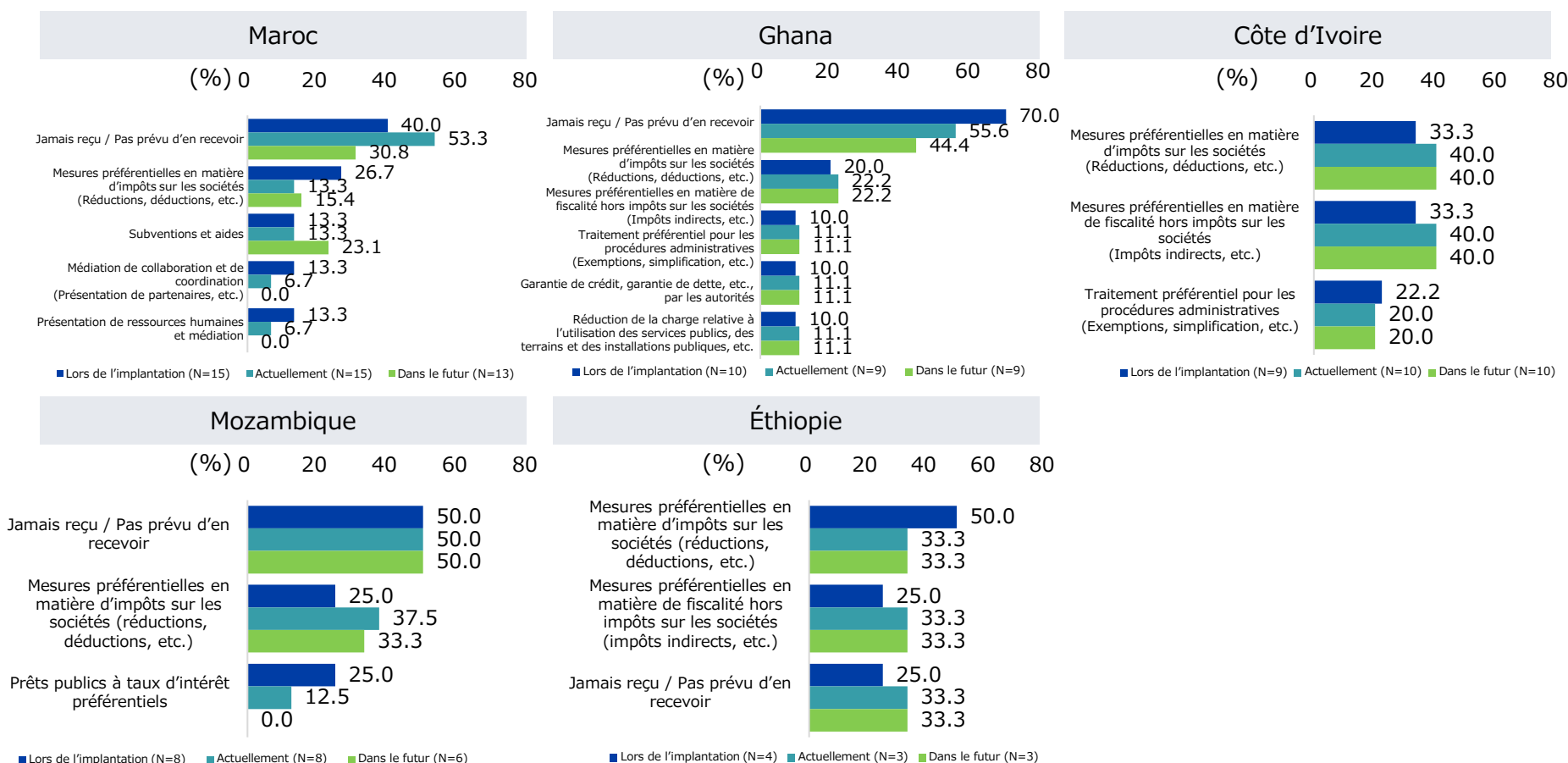
9 | Avantages fiscaux et autres incitations (Afrique dans son ensemble, par pays) (1)

- Environ la moitié des entreprises ont répondu ne pas bénéficier d'avantages fiscaux ni avoir reçu d'autres incitations de la part des autorités de leur pays d'implantation.
- Concernant le contenu des incitations, qu'elles soient reçues lors de l'implantation, actuellement, ou plus tard, la réponse « mesures préférentielles en matière d'impôts sur les sociétés » est la plus nombreuse avec un peu plus de 10 %, suivie de « mesures préférentielles en matière de fiscalité hors impôts sur les sociétés » (un peu moins de 10 %), puis « subventions et aides » et « traitement préférentiel pour les procédures administratives » (autour de 5 %).



9 | Avantages fiscaux et autres incitations (Afrique dans son ensemble, par pays) (2)

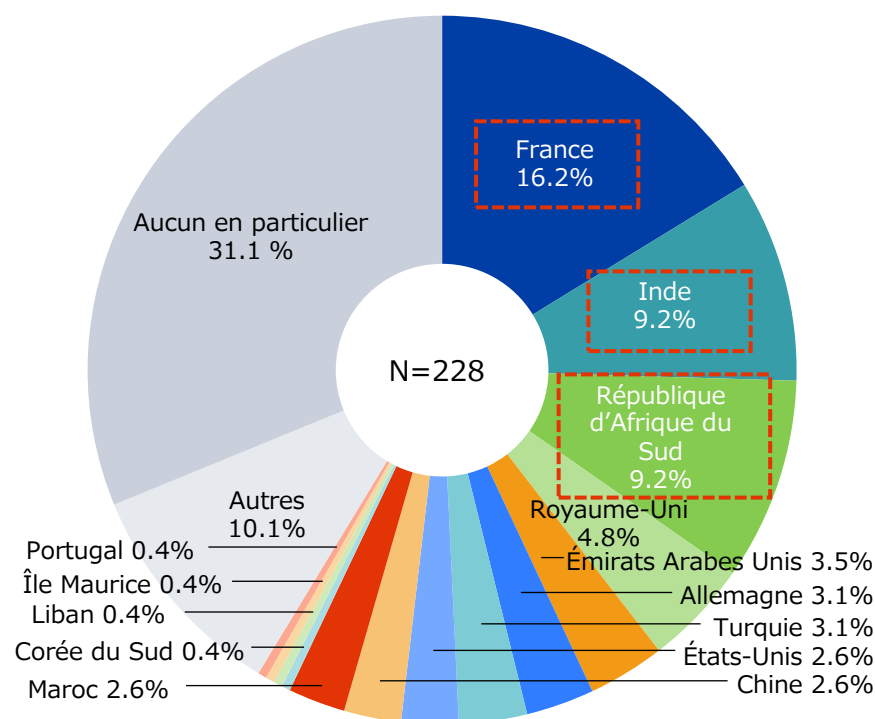
- Une proportion relativement élevée d'entreprises implantées en Côte d'Ivoire et au Mozambique a répondu bénéficier d'incitations à l'investissement.



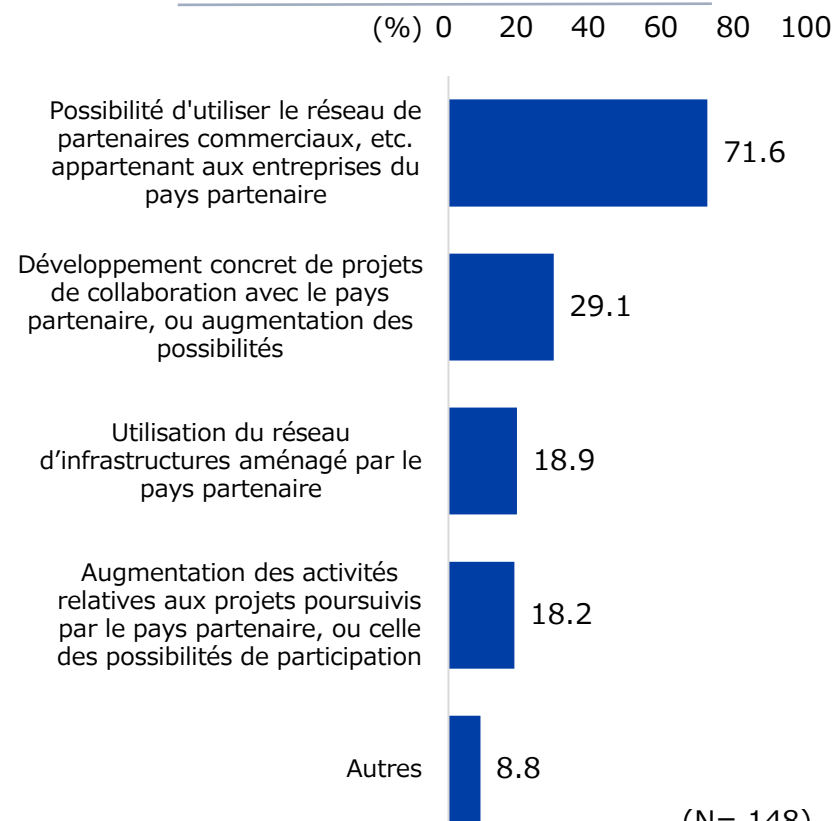
10 | Collaboration avec les entreprises de pays tiers

- Concernant les entreprises de pays tiers susceptibles de devenir partenaires, la France arrive en tête, comme dans l'étude précédente, suivie de l'Inde en deuxième position (en légère augmentation) et de l'Afrique du Sud en troisième position.
- Concernant les opportunités et les avantages apportés par le partenariat potentiel, comme l'année dernière, plus de 70 % des entreprises ont cité le « réseau d'entreprises partenaires et de leurs partenaires commerciaux ». La réponse « utilisation du réseau d'infrastructures » a augmenté, passant pour sa part de 12,8 % à 18,9 %.

Pays d'origine d'entreprises potentiellement partenaires



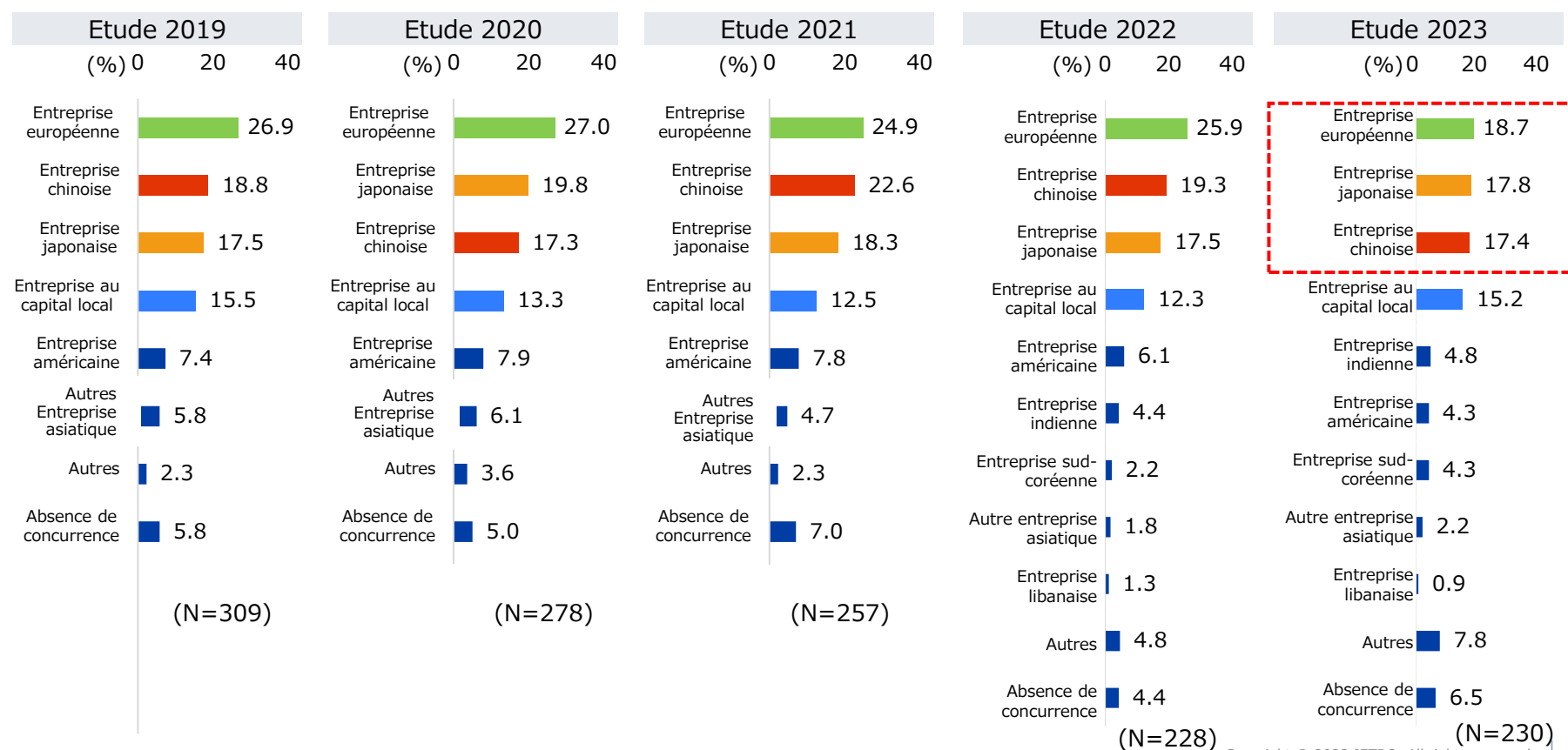
Opportunités et avantages [Plusieurs réponses possibles]



11 | Concurrence avec les entreprises de pays tiers

- Concernant les concurrents les plus présents, **18,7 % des entreprises japonaises sondées indiquent qu'il s'agit d'entreprises européennes**. C'est la 5^{ème} année, depuis 2019, que les entreprises européennes arrivent en tête.
- Les entreprises chinoises, qui arrivaient en deuxième position derrière les entreprises européennes lors de l'étude 2022, se placent cette fois-ci à la troisième place, avec 17,4 % des réponses. Les entreprises japonaises se placent cette année en deuxième position, ce qui n'était pas arrivé depuis 2020.

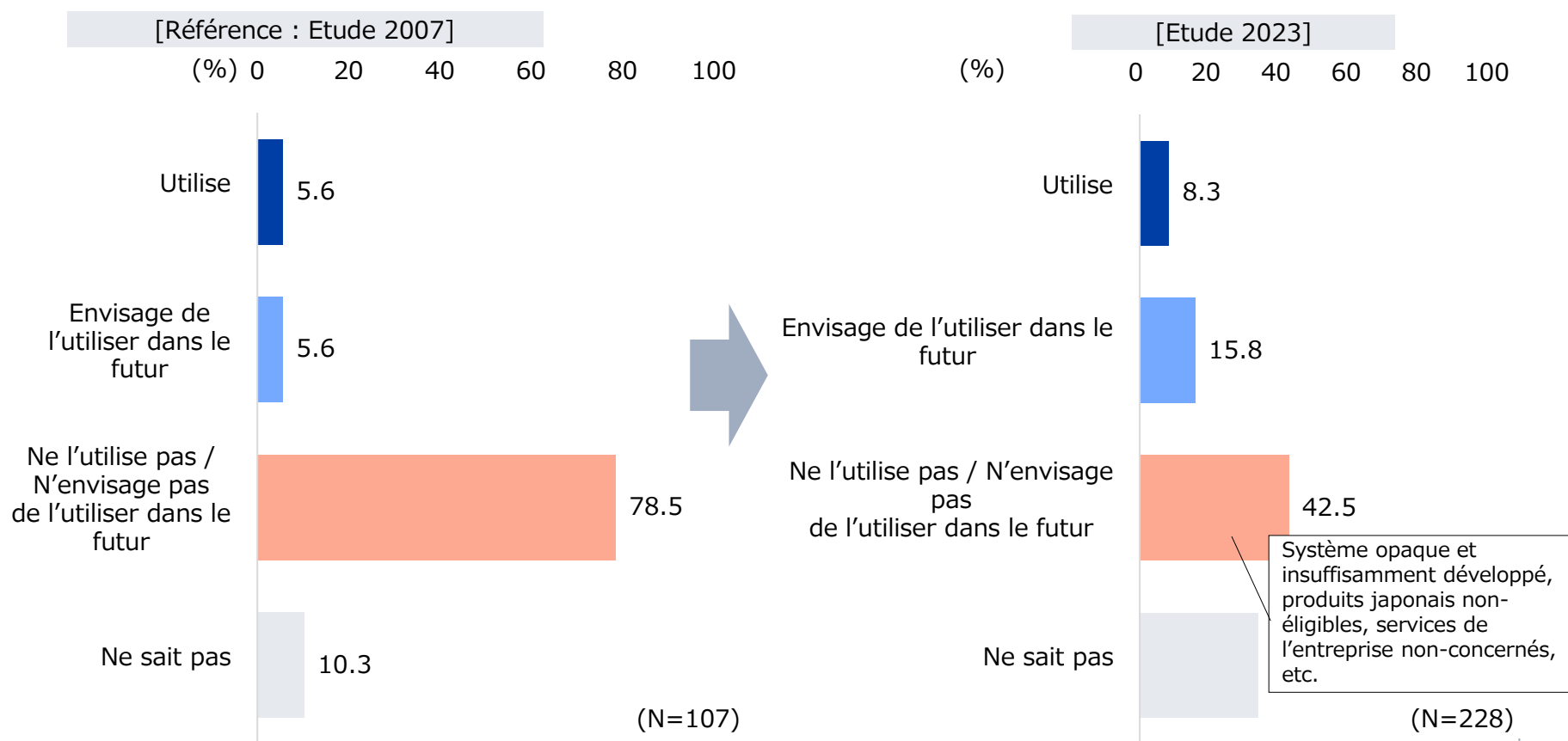
Provenance des entreprises avec lesquelles la concurrence est la plus intense



12 | Recours aux ALE/unions douanières

- La proportion d'entreprises utilisant les dispositions d'accords de libre-échange (ALE) ou d'unions douanières était de 5,6 % en 2007, 13,3 % l'année précédente, et 8,3 % cette année.
- La proportion d'entreprises qui envisagent d'y avoir recours à l'avenir était de 5,6 % en 2007, 21,8 % l'année passée, et 15,8 % cette année.
- Enfin le pourcentage d'entreprises qui ne les utilisent pas ou qui n'envisagent pas de l'utiliser dans le futur était de 78,5 % en 2007, 37,3 % l'année dernière, et 42,5 % cette fois-ci.

Recours aux ALE / unions douanières [plusieurs réponses possibles]

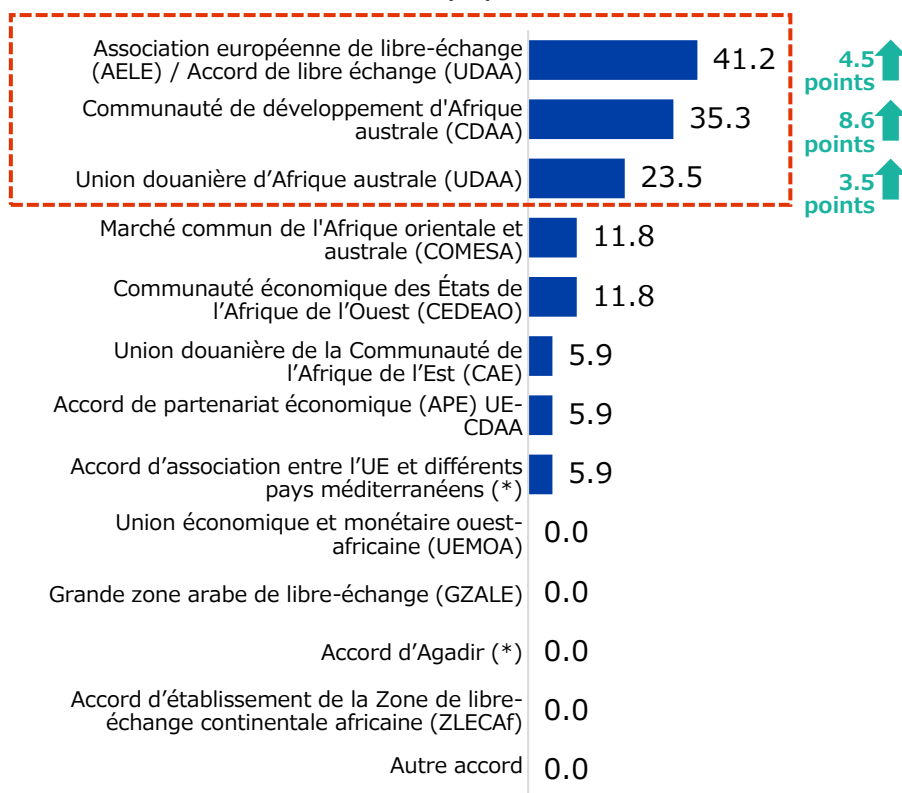


13 | Recours aux ALE/unions douanières (par accord)

- Le classement des trois accords les plus utilisés n'a pas changé par rapport à l'étude précédente, mais leur utilisation a augmenté significativement.
- Concernant les ALE dont l'utilisation est envisagée, le classement des trois premiers accords n'a pas changé, mais le pourcentage d'entreprises citant la ZLECAf et la CAE a diminué, contrairement à celui de la CEDEAO qui est en hausse.

ALE / APE / union douanière utilisé [plusieurs réponses possibles]

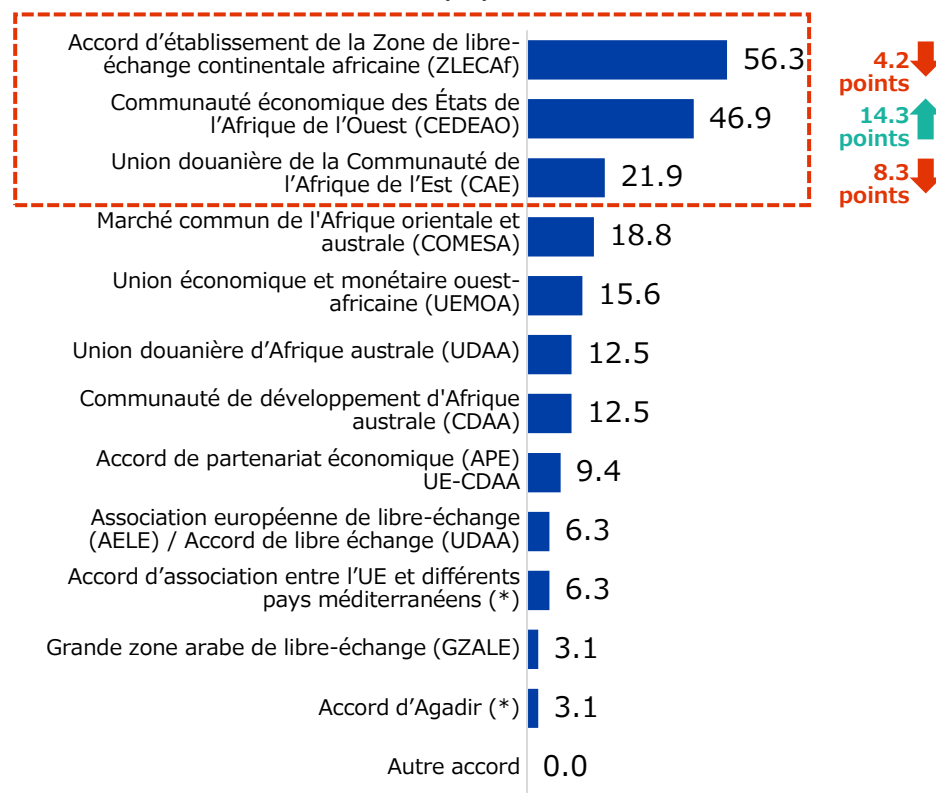
(%) 0 20 40 60



(N=17)

ALE / APE / union douanière dont l'utilisation est envisagée [Plusieurs réponses possibles]

(%) 0 20 40 60 80



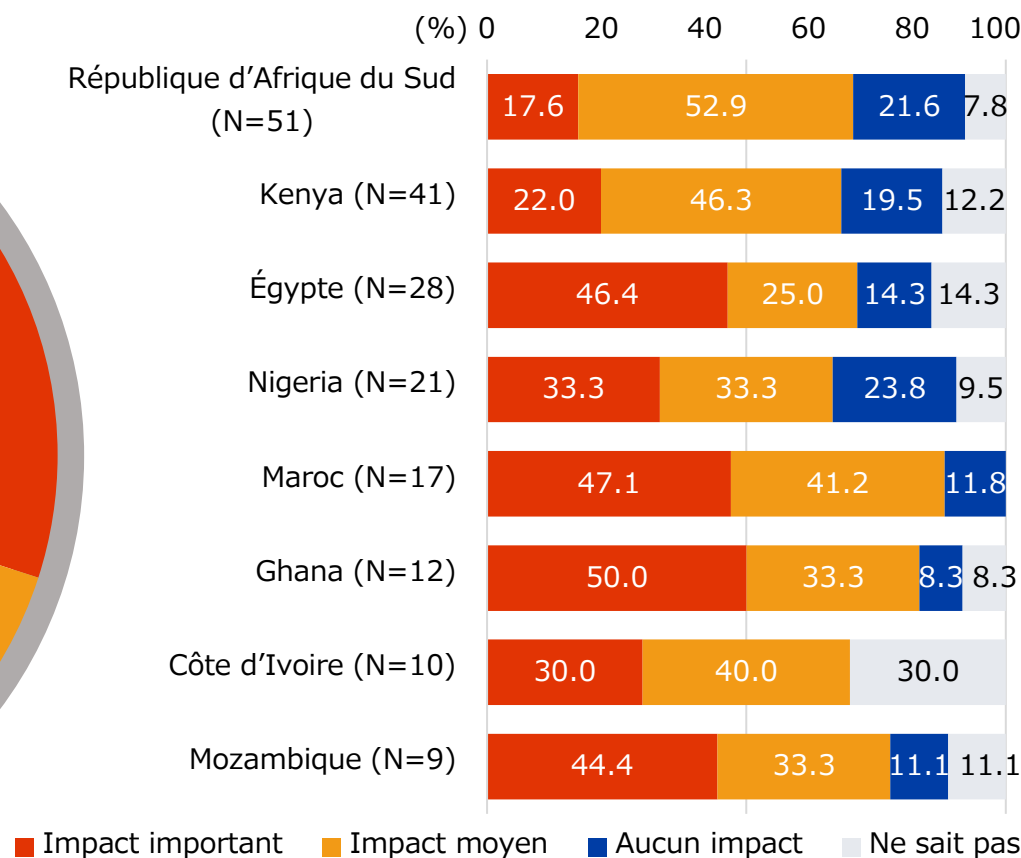
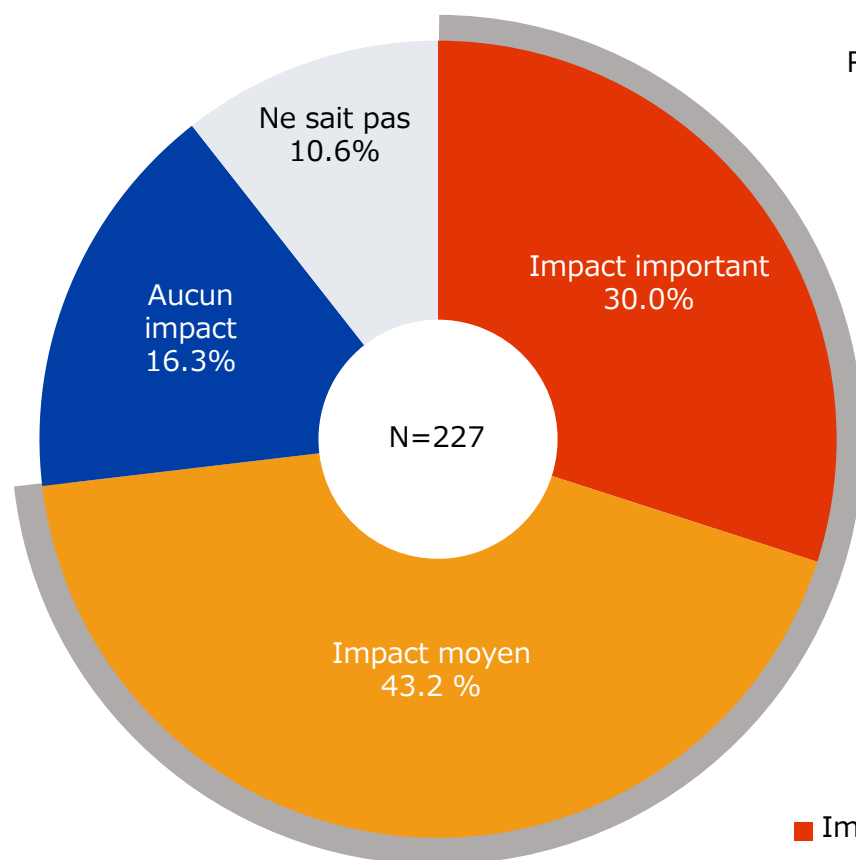
(*) Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.

(N=32)

14 | Impact sur l'activité de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (1)

- **Plus de 70 % des entreprises déclarent être affectées à un degré plus ou moins important.** Ce chiffre est en diminution par rapport à l'étude précédente.
- Par pays, la proportion d'entreprises indiquant ne subir aucun impact a augmenté au Kenya, en Égypte, au Nigeria. De même, en Afrique du Sud, au Kenya, en Égypte, au Mozambique, le taux d'entreprises déclarant subir un impact important a diminué.

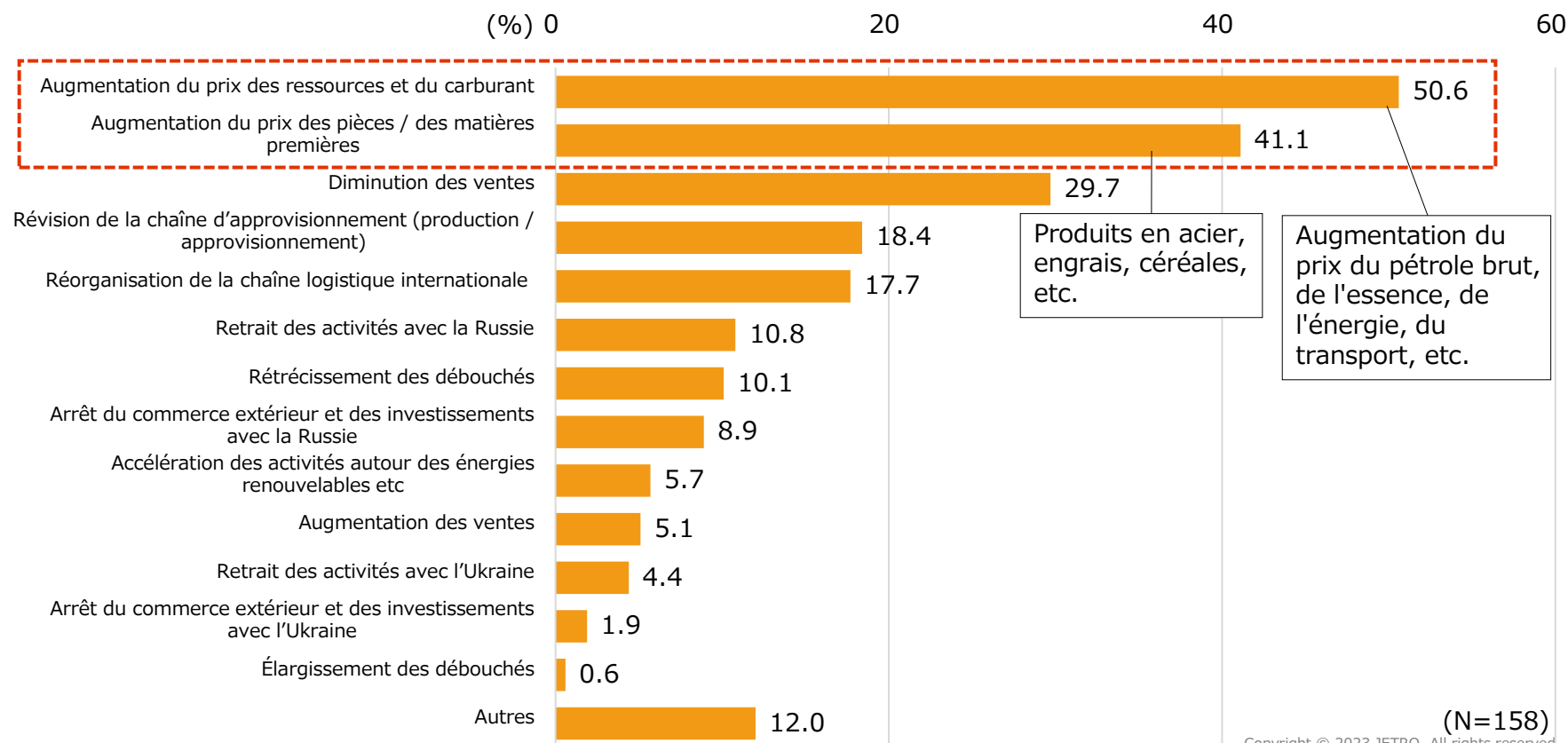
Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur l'activité de l'entreprise



14 | Impact sur l'activité de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (2)

- Les deux effets négatifs les plus significatifs sur l'activité des entreprises est « l'augmentation du prix des ressources et du carburant » et « l'augmentation du prix des pièces / des matières premières », tout comme lors de l'étude précédente. La diminution des ventes, qui est le troisième facteur le plus mentionné, est pour sa part en augmentation.
- La réponse « réorganisation de la chaîne logistique internationale », qui se plaçait à la troisième place l'année dernière (28 % des réponses), a rétrogradé à la cinquième place (17,7 %).

Impact subi par l'entreprise [plusieurs réponses possibles]

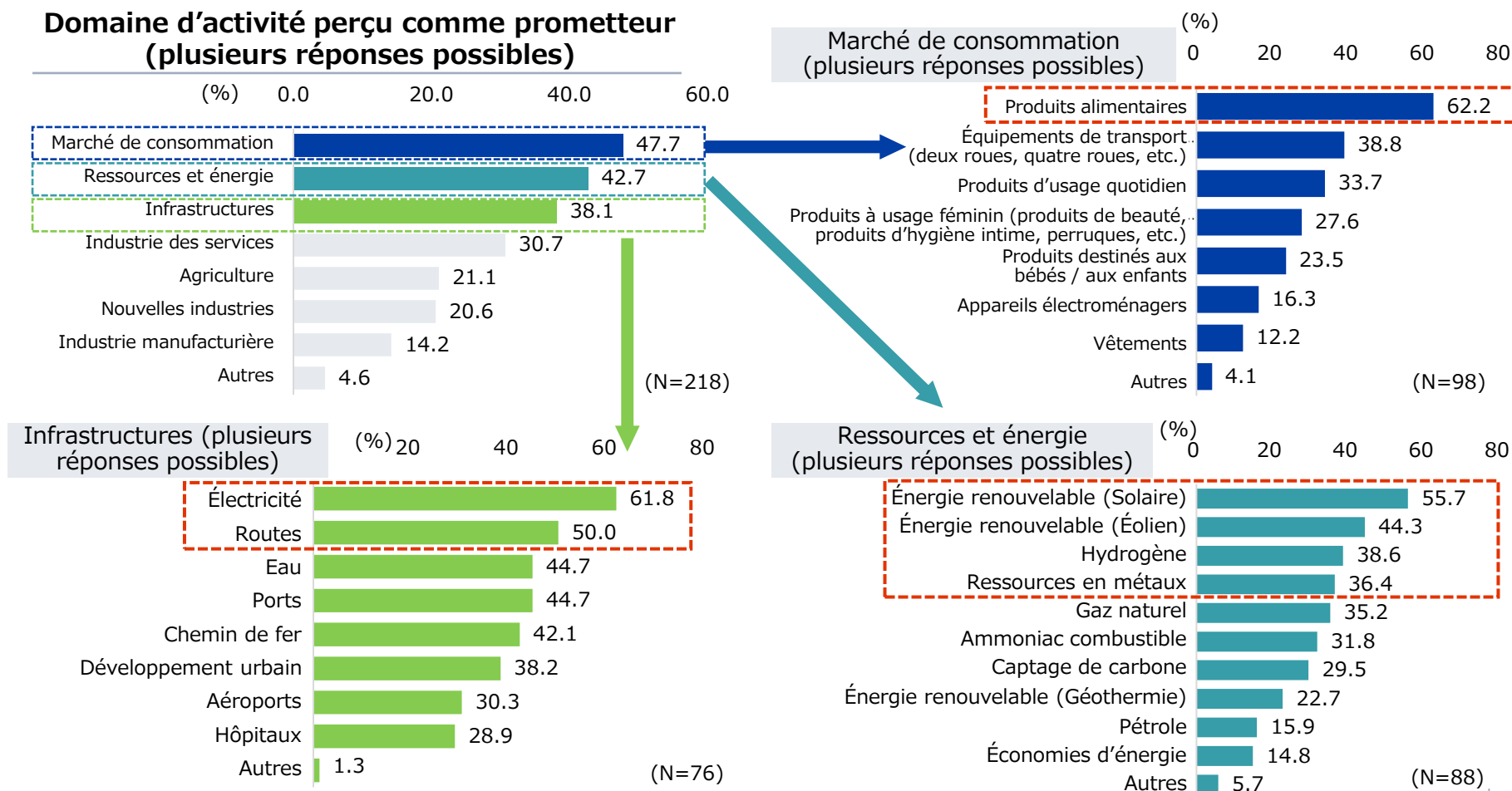


V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays

1 | Domaines d'activité prometteurs (par domaine - 1)

- Le « **marché de consommation** » arrive en tête des domaines d'activité considérés comme prometteurs en Afrique, dans la continuité de l'étude précédente. Concrètement, les attentes en termes de croissance sont importantes pour les « **produits alimentaires** ».
- Concernant le domaine des « ressources et énergie », le « **solaire** » continue d'être perçu comme prometteur, mais l'« **éolien** » et les « **ressources en métaux** » sont en augmentation. Concernant les infrastructures, comme dans l'étude précédente, l'« **électricité** » et les « **routes** » sont vus comme prometteurs.

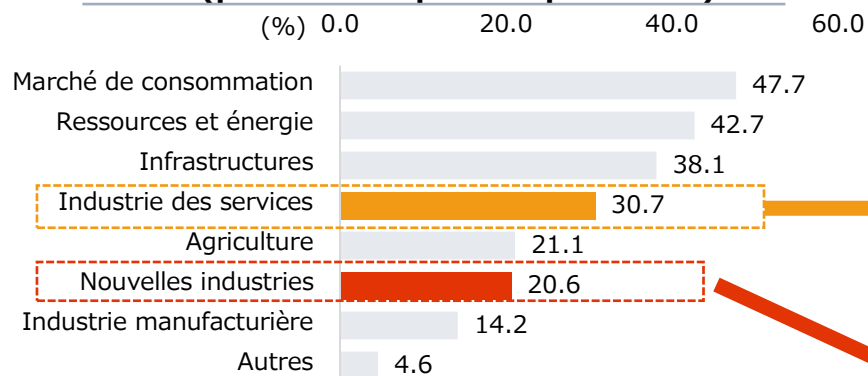
Domaine d'activité perçu comme prometteur (plusieurs réponses possibles)



1 | Domaines d'activité prometteurs (par domaine - 2)

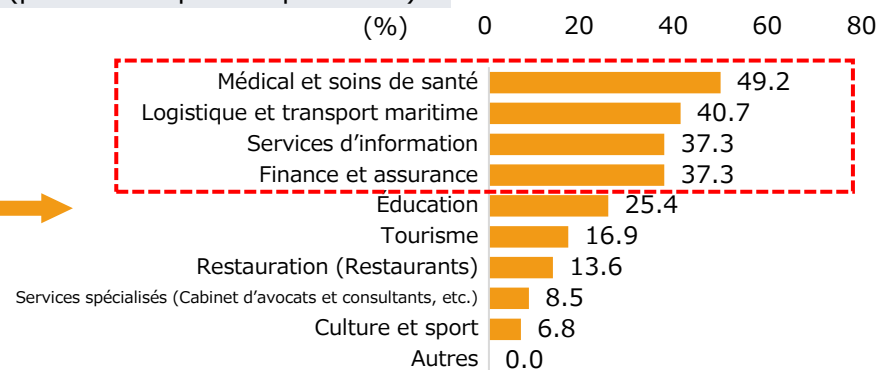
- Concernant l'industrie des services, comme dans l'étude précédente, le secteur « **médical et soins de santé** » est considéré prometteur, suivi de la « **logistique et transport maritime** », les « **services d'information** », et la « **finance et assurance** ». Le secteur de l'« éducation » suscite moins d'intérêt cette année.
- Concernant les nouvelles industries, les « véhicules électriques », qui suscitaient le plus d'attentes en termes d'opportunités d'affaires dans l'étude précédente, ont chuté à la troisième place, tandis que l'« **agriculture intelligente** », qui était deuxième, est passée en tête.

Domaine d'activité perçu comme prometteur (plusieurs réponses possibles)



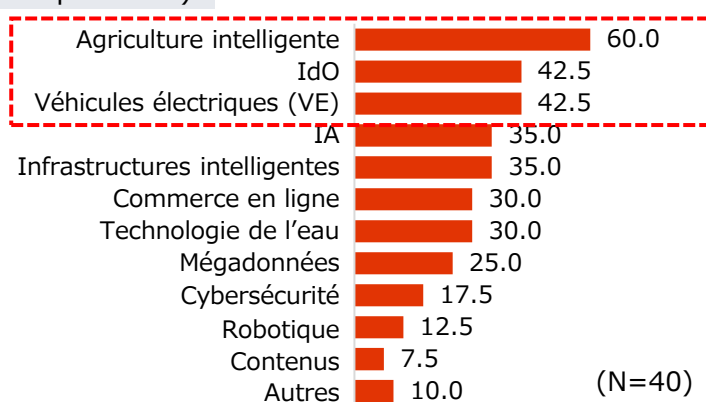
(N=218)

Industrie des services (plusieurs réponses possibles)



(N=59)

Nouvelles industries (plusieurs réponses possibles)



(N=40)

[Agriculture]

- Engrais, pesticides, etc.
- Céréales, légumes et fruits (cacao, sésame, blé, riz, soja, etc.)

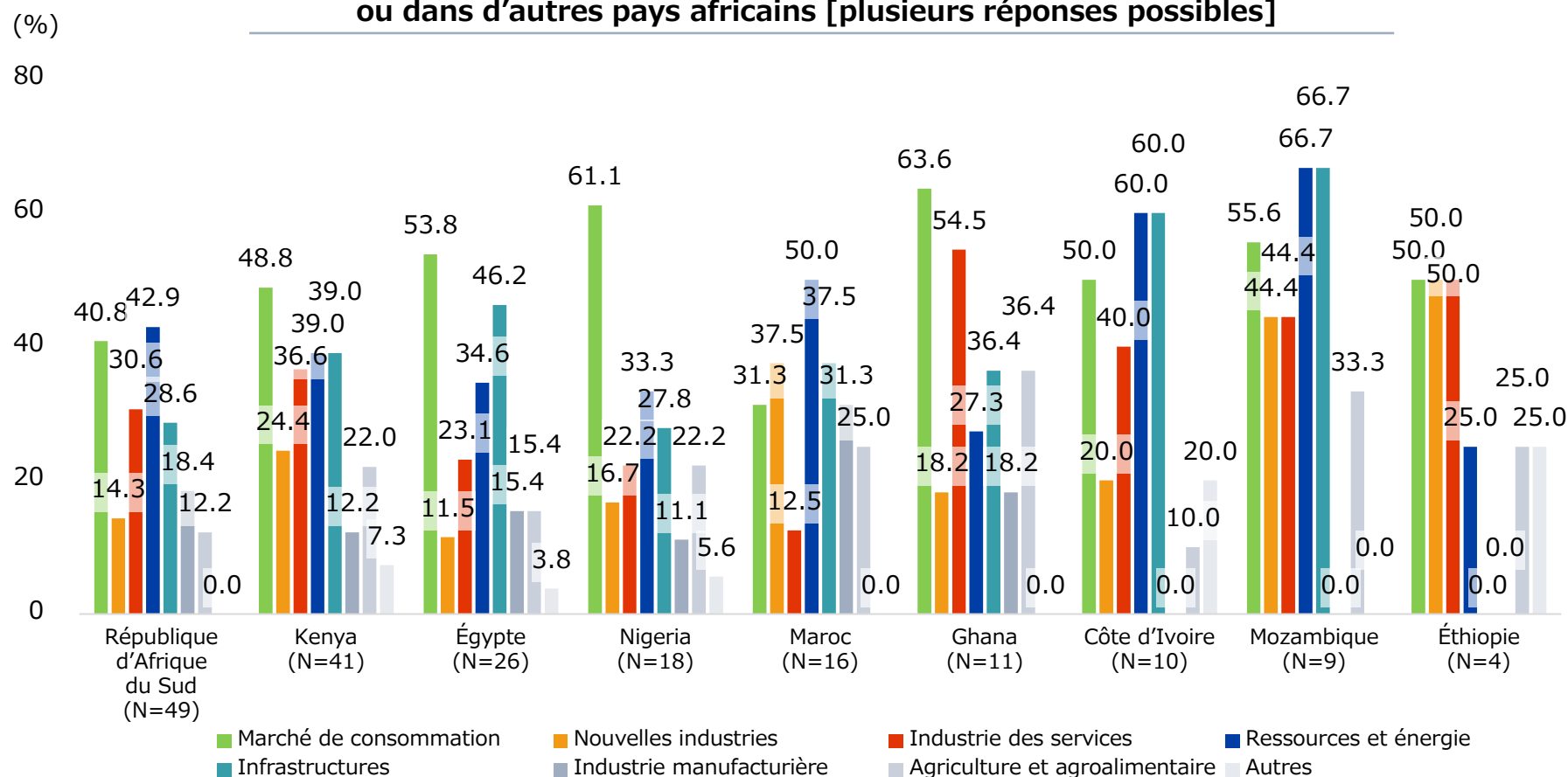
[Domaines et produits de l'industrie manufacturière]

- Industrie automobile, biens de consommation
- Pétrole et dérivés, etc.

2 | Domaines d'activité prometteurs (par pays)

- Le Kenya, l'Égypte, le Nigeria, le Ghana et l'Éthiopie sont perçus comme les marchés les plus prometteurs en termes de « marché de consommation ».
- Un nombre relativement important d'entreprises au Kenya, en Égypte, en Côte d'Ivoire et au Mozambique considèrent que des opportunités d'affaires sont à trouver dans le développement des infrastructures, tandis que celles implantées au Ghana ont des attentes dans le domaine de l'« industrie des services ».

Domaines d'activité perçus comme prometteur dans le pays d'implantation ou dans d'autres pays africains [plusieurs réponses possibles]



3 | [Focus] Domaines d'activité prometteurs (alimentation japonaise)

- **Le poisson, notamment le maquereau**, représente **environ 90 % des exportations de produits alimentaires du Japon vers l'Afrique**.
- En Afrique, une forte hausse de la consommation a été observée parallèlement à la croissance économique et à l'augmentation des niveaux de revenu, et avec la modification des modes de vie et des habitudes alimentaires, l'intérêt pour l'alimentation japonaise augmente progressivement.

Évolution des exportations de produits alimentaires japonais vers l'Afrique, par catégorie (unité : 1000 dollars)

Catégorie	2018	2019	2020	2021	2022
Poissons et crustacés, etc.	170 841	115 123	93 916	114 612	64 360
Céréales	10 642	11 463	8983	8174	675
Préparations à base de viande, poisson ou crustacés, etc.	4718	5300	6271	5785	4982
Préparations alimentaires diverses	1846	2032	1778	2555	2092
Boissons, alcool et vinaigre	945	1406	697	965	2564
Café, thé, maté et épices	378	607	192	656	319
Préparations à base de céréales, farine, amidon, etc.	237	295	234	287	238
Huiles animales ou végétales, etc.	95	103	131	114	68
Farines, céréales transformées, malt, etc.	9	9	3	84	119
Préparations à base de légumes, fruits, noix, etc.	57	74	27	44	67

(Source) JETRO, d'après World Trade Atlas



Point de vente d'ingrédients japonais installé dans un supermarché nigérian (photographie : JETRO)

(Article de référence)

[Le potentiel du commerce alimentaire japonais en Afrique](#)

Étude de marché sur les produits alimentaires et les boissons en Afrique (Maroc, Kenya)

Événement pour la diffusion d'ingrédients produits au Japon organisé pour la première fois au Maroc

Bulletin des nouvelles commerciales (Maroc, France)



Nouilles somen de dégustation servies lors d'un événement de promotion de produits agroalimentaires japonais organisé au Maroc (d'après « Événement pour la diffusion d'ingrédients produits au Japon organisé pour la première fois au Maroc », Business briefing)



Ramen servis dans des restaurants japonais au Kenya (d'après le Rapport de JETRO « Étude de marché sur les produits alimentaires et les boissons en Afrique (Volet kényan) »)

4 | [Focus] Domaines d'activité prometteurs (énergies vertes)

- Dans le sillage de la 27^{ème} Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) organisée en Égypte en 2022, la COP28 a été organisée par les Émirats arabes unis en 2023, soit consécutivement au Moyen-Orient et en Afrique.
- Les Émirats arabes unis, qui en ont assuré la présidence, se concentrent sur le fonds pour le climat et la transition énergétique. L'exploitation du fonds « Dommages et pertes » a débuté, et de nombreuses mesures de soutien ont été annoncées dans le secteur de l'énergie, telles que l'hydrogène et les énergies renouvelables, pour les pays en développement, y compris l'Afrique.

Aperçu de la COP28

Calendrier	Du 30 novembre au 13 décembre 2023
Pays organisateur / Ville organisatrice	Émirats arabes unis, Dubaï
Agendas principaux	Résultats
Fonds pour le climat	• Accord pour commencer l'exploitation du Fonds pour « Dommages et pertes » • Les Émirats arabes unis ont annoncé la création d'ALTERRA, une plateforme d'investissements privés liés au changement climatique de 30 milliards de dollars. • Au 4 décembre, des engagements totalisant plus de 57 milliards de dollars ont été annoncés dans des domaines tels que les énergies renouvelables, l'alimentation et l'eau. • La Grande-Bretagne, la France, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque africaine de développement ont annoncé leur engagement à étendre l'adoption des clauses de dette résiliente au changement climatique (CRDC) dans leurs prêts. • Le Kenya et les Émirats arabes unis ont annoncé une « Initiative d'industrialisation verte de l'Afrique ».
Énergie	• 130 pays se sont entendus pour tripler la capacité mondiale d'énergie renouvelable et doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030. • 37 pays se sont entendus sur la reconnaissance mutuelle des normes sur l'hydrogène vert. • 66 pays ont accepté le « Global Cooling Pledge (l'Engagement mondial pour l'accès au froid) », qui vise à réduire les émissions de carbone des équipements de réfrigération d'au moins 68 % d'ici 2050.

(Source) Site officiel de la COP28, dossier spécial du bulletin des nouvelles du JETRO « Réponse de chaque pays et région concernant la COP28 »



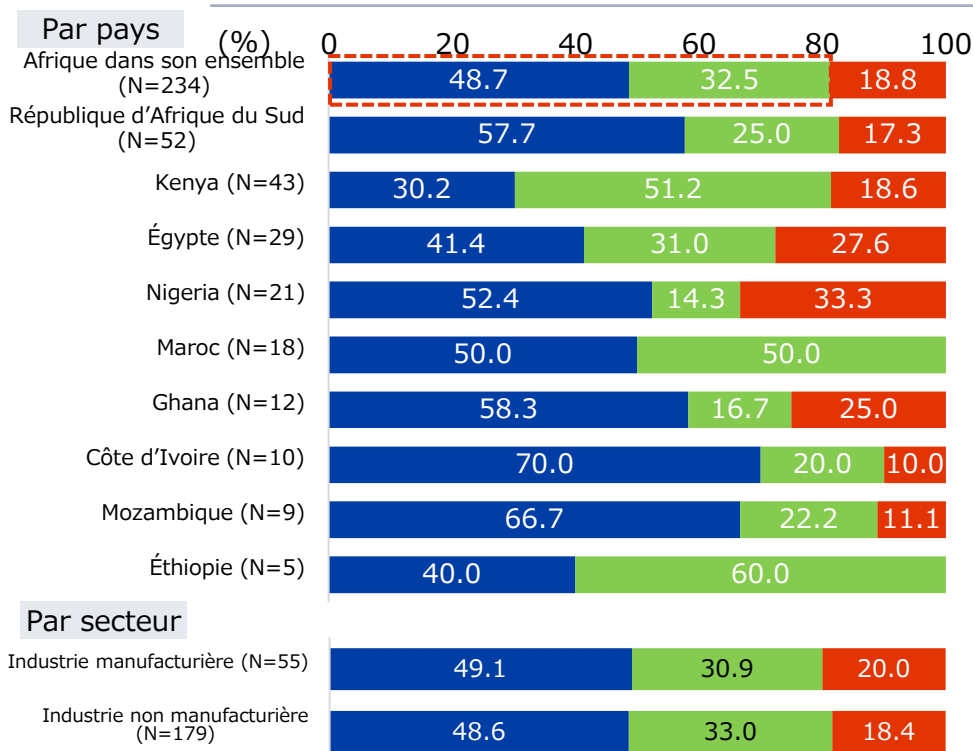
(Crédit photo : JETRO)

VI. Annexes

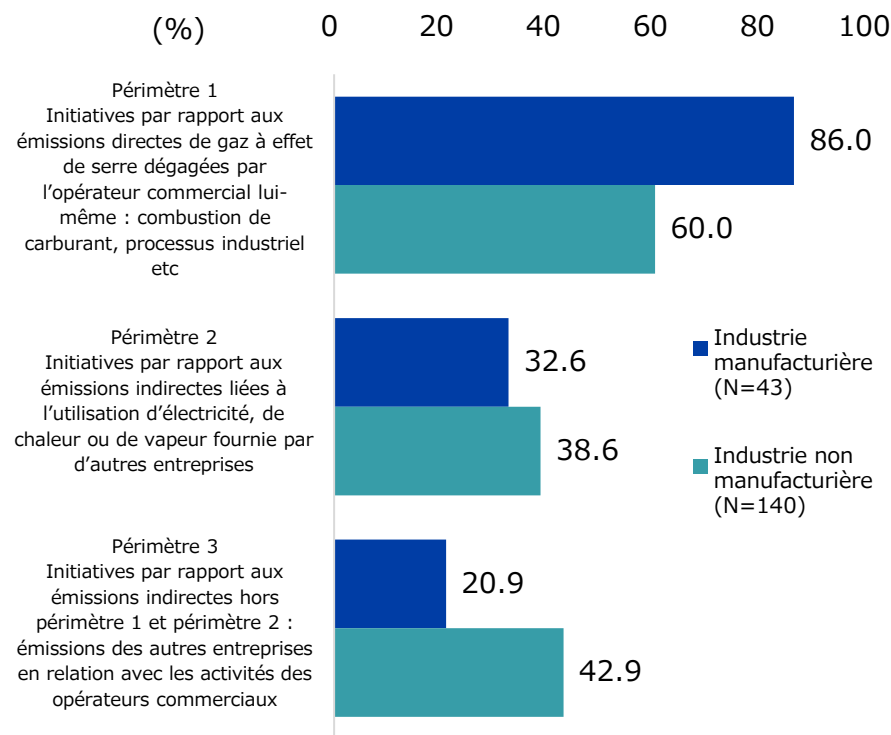
1 | Initiatives en matière de décarbonation (1)

- Un peu plus de 80 % des entreprises, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale (77,6 %), ont répondu qu'elles avaient déjà engagé, ou qu'elles prévoyaient d'engager des initiatives pour accélérer la décarbonation.
- En Égypte, au Nigeria et au Ghana, une proportion plus importante d'entreprises, par rapport à celles implantées dans d'autres pays, a indiqué qu'aucune initiative n'était prévue.

Situation des initiatives pour la décarbonation



Champ des initiatives pour la décarbonation (inclut celles qui sont prévues)



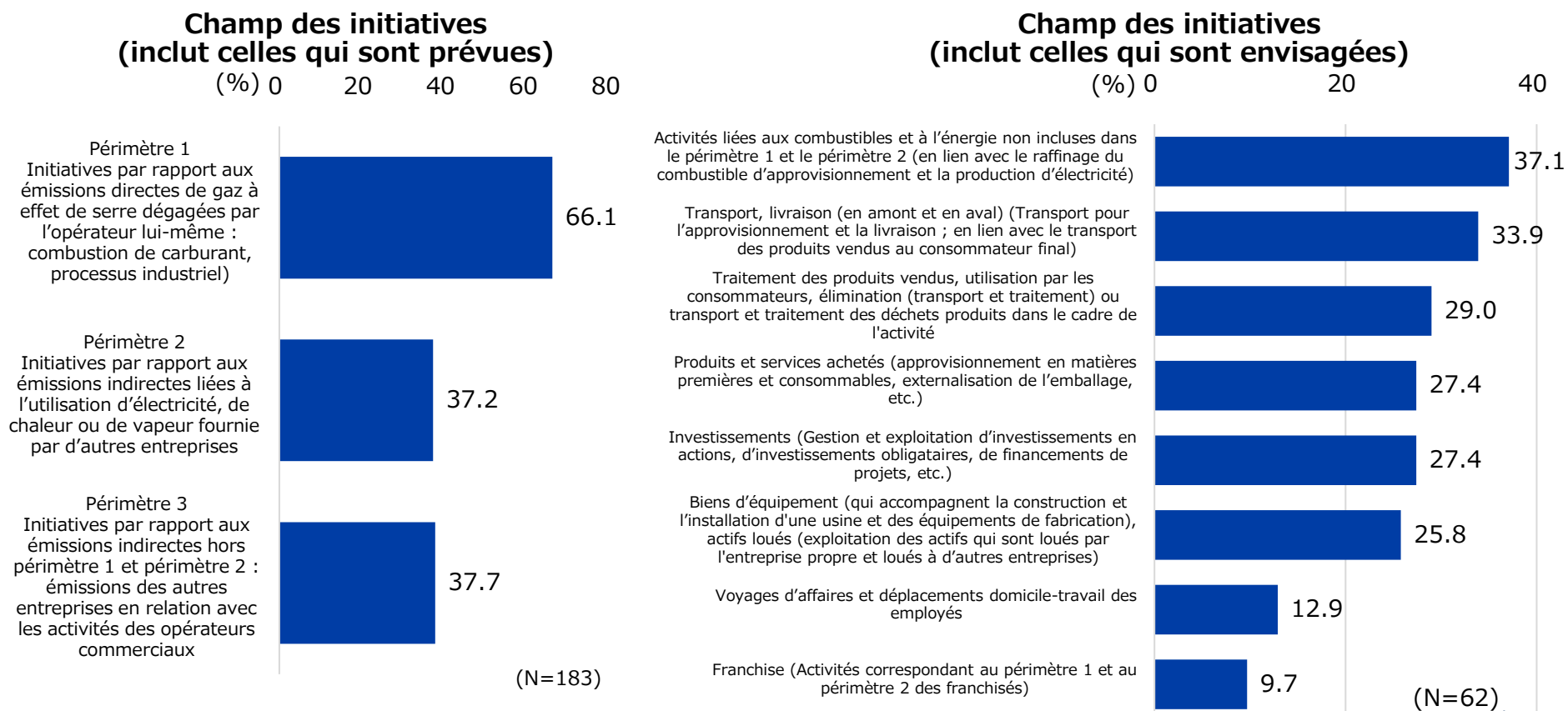
(N=183)

- Des initiatives sont déjà en cours
- Aucune initiative n'est encore en cours, mais des initiatives sont prévues dans le futur
- Aucune initiative n'est prévue

1 | Initiatives en matière de décarbonation (2)

- 66,1 % des entreprises ont indiqué qu'elles mettaient en œuvre des initiatives ciblant le périmètre 1 des émissions, tandis que 37,2 et 37,7 % respectivement des entreprises visent à réduire leurs émissions du périmètre 2 et du périmètre 3. Ces chiffres sont d'un niveau équivalent à la moyenne mondiale (respectivement 61,4 %, 40 % et 30,4 %).
- Concernant la cible des initiatives du périmètre 3, les réponses « activités liées aux combustibles et à l'énergie non incluses dans le périmètre 1 et le périmètre 2 » et « transport, livraison » sont les plus nombreuses, avec un taux supérieur à 30 % à chaque fois.

Contenu concret des initiatives (Incluant celles qui sont envisagées) [plusieurs réponses possibles]



Pour tout renseignement concernant le rapport :

**Organisation japonaise du commerce
extérieur (JETRO)**

**Département de la recherche et de
l'analyse, Section du Moyen-Orient et
de l'Afrique**



03-3582-5180



ORH@jetro.go.jp



**107-6006
6F, ARK Mori Building, 1-12-32
Akasaka, Minato-ku, Tokyo**

■ Clause de non-responsabilité

L'utilisation des informations fournies dans ce rapport sont à la discrétion et sous la responsabilité de l'utilisateur. Le JETRO s'efforce de fournir des informations aussi précises que possible ; cependant, veuillez noter que le JETRO ne saurait être tenu pour responsable en cas d'inconvénient subi par l'utilisateur relatif au contenu fourni dans ce rapport.

Reproduction interdite sans autorisation